

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le rôle de l'Allemagne dans le conflit syrien

par le Dr Salem El-Hamid, président de la Deutsch-Syrische Gesellschaft (DSG)*



Salem El-Hamid
(photo mad)

hd. L'article suivant provient d'une intervention tenue par M. Salem El-Hamid en automne 2016 dans le cadre d'une conférence internationale sur la Syrie, à Bad Sooden-Allendorf. Les développements récents (changement de gouvernement aux Etats-Unis) ne sont pas encore pris en compte. Néanmoins, le texte représente une analyse importante contribuant à obtenir une idée plus claire du rôle de l'Allemagne dans le conflit syrien. C'est d'autant plus important que l'Allemagne réclame le leadership en Europe pour y obtenir le rôle joué jusqu'à présent par la politique états-unienne. En vue des négociations relancées à Genève, le texte est d'une grande actualité.

Peu après le début du conflit en Syrie, tout observateur put se rendre compte qu'il ne s'agissait pas d'un soulèvement populaire mais d'une guerre par procuration, une dite «proxy war». Il n'était pas non plus difficile de reconnaître les forces impliquées dans ce conflit meurtrier.

Toutefois, il y a deux Etats qui participent également à ce triste concert; leur rôle n'est cependant guère discuté publiquement. Ce sont Israël et l'Allemagne. Les deux sont de proches alliés des Etats-Unis. Israël agit dans son propre intérêt poursuivant un plan très clair tandis que l'Allemagne se soumet à la volonté de la politique américaine en agissant de manière désintéressée, parfois même à l'encontre de ses propres intérêts, afin de prouver sa fidélité à l'alliance. Dans cette contribution, nous allons analyser en détail le rôle de l'Allemagne.

Dans les guerres et les conflits déclenchés par les Etats-Unis, certains pays doivent assumer les travaux de nettoyage. Un des Etats principaux est l'Allemagne.

En assumant cette tâche, la politique allemande tente de faire croire qu'elle le fait librement et de manière autonome. Elle présente ses activités comme étant humanitaires ou comme aide au développement prétendant aider la population civile de ces pays. L'histoire de la construction d'écoles pour filles en Afghanistan est entre-temps largement connue.

Dans le cadre du conflit syrien, l'Allemagne ne s'est pourtant pas montré «humanitaire» comme d'habitude, mais dès le début de plus en plus fortement impliquée dans toutes les actions déstabilisantes contre l'Etat syrien.

* Le Dr Salem El-Hamid est né et a grandi en Syrie. Après ses études de médecine à l'Université d'Alep et son activité de médecin-assistant à l'Université de Damas, il s'est rendu en 1975 en Allemagne pour sa formation de spécialiste.

Il s'est spécialisé dans divers domaines de la médecine pour enfants et adolescents. En 1981, il devient chef de clinique à l'hôpital municipal de Hildesheim et un peu plus tard il fut nommé médecin-chef.

Actuellement, il dirige la clinique pédiatrique de Kirchen/Sieg. Il est secrétaire général de la «Deutsch-syrische Gesellschaft e.V.» à Bonn, à la création de laquelle il a participé. Cette société a été fondée en 1994 avec le soutien de Hans-Jürgen Wischniewski (SPD). Ses buts principaux sont la promotion de l'entente entre les peuples et le renforcement de la collaboration entre l'Allemagne et la Syrie.

«Au public allemand, on explique l'attitude et l'engagement de l'Allemagne comme étant la défense des droits de l'Homme, l'installation de la démocratie et la lutte contre des dictateurs tuant leur propre peuple. Au fond, c'étaient des paroles imaginées pour être soumises au citoyen lambda n'ayant pas ou peu de connaissances détaillées des particularités du conflit. Les médias de masse dirigés par l'Etat assument cette tâche.»

Quelles ont été les activités détaillées de l'Allemagne?

L'Allemagne a participé à la création des prétendus «amis de la Syrie». C'est un regroupement de nombreux Etats occidentaux et arabes sous la direction des Etats-Unis ayant comme seul but le renversement du gouvernement syrien de Bachar al-Assad. Ces pays ont des conceptions et agendas diverses notamment en ce qui concerne le développement futur de la Syrie après le renversement du gouvernement. Jusqu'à récemment, on a tenté de camoufler ou d'ignorer ces dissensions et ces conflits d'intérêts. Cependant, on assiste actuellement à de sérieuses divergences entre les acteurs individuels de cette «alliance» artificielle.

Dans le cadre de ses activités en tant que membre des «amis de la Syrie», l'Allemagne a contribué de manière importante à déstabiliser l'Etat syrien et à apporter un soutien massif aux rebelles.

A) Mesures de déstabilisation contre l'Etat syrien. Voici quelques sanctions et restrictions concernant les domaines suivants:

- pétrole brut et produits pétroliers y compris le kérosène
- équipements pour l'industrie pétrolière et gazière
- construction de centrales électriques
- équipements pour Internet/télécommunication
- transactions financières et services financiers de la banque centrale syrienne
- contrôle du fret
- vols de la compagnie aérienne syrienne

B) Soutien à l'opposition:

- soutien logistique
- soutien militaire
- soutien médiatique

Soutien logistique:

Le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque M. Westerwelle était l'un des chefs de file de l'organisation et de la réalisation des prétendus «amis de la Syrie», s'appelant actuellement «groupe de contact sur la Syrie» ayant comme but principal de renverser le gouvernement syrien. N'étant pas capable de réaliser militairement son plan comme en Libye, on décida d'une série de mesures afin d'atteindre le même but.

Rappelons-nous qu'à l'époque Westerwelle était sous pression suite à une campagne médiatique artificiellement gonflée, à cause de sa soi-disant «erreur» lors de la résolution sur la Libye du Conseil de sécurité de l'ONU. On lui reprocha d'avoir affaibli l'alliance occidentale par son abstention au vote. Par conséquent, dans la politique face à la Syrie, il voulut montrer de la détermination et de la fidélité à l'alliance et manifester de la fermeté face à l'Etat syrien. Il voulait compenser son «pêché». Evidemment, Westerwelle n'a pas pris seul ces décisions, ni de manière autonome, mais en accord avec Madame Merkel!

Suite à leur soutien verbal ostentatoire de l'opposition syrienne, les politiciens allemands et leurs grands médias, ont donné une importante impulsion à cette opposition, mais également aux forces radicales en Allemagne. Ceux-ci purent circuler librement en Allemagne, récolter des dons pour les rebelles, aller combattre en Syrie et rentrer au pays sans être poursuivis. Ils se sentaient soutenus par le gouvernement allemand. Ils pensaient qu'ils allaient former un front commun avec le gouvernement allemand face à un ennemi, un dictateur qu'il fallait éliminer.

Jusqu'à la fin 2013, les Américains et leurs alliés occidentaux, les «amis de la Syrie» avaient le dessus dans le conflit en Syrie. L'opposition espérait toujours que les Américains allaient intervenir et renverser le gouvernement syrien. On voulait provoquer une prétendue «intervention humanitaire», mais cet espoir fut déçu comme l'a montré l'évolution ultérieure.

Soutien médiatique:

Au public allemand, on explique l'attitude et l'engagement de l'Allemagne comme étant la défense des droits de l'Homme, l'installation de la démocratie et la lutte contre des dictateurs tuant leur propre peuple. Au fond, c'étaient des paroles imaginées pour être soumises au citoyen lambda n'ayant pas ou peu de connaissances détaillées des particularités du conflit. Les médias de masse dirigés par l'Etat assument cette tâche.

En tant que personne concernée ayant étudié intensément le conflit syrien, je suis quotidiennement pendant plusieurs heures, les informations, les reportages et les forums de discussion des différentes agences de presse internationales en langues anglaise, arabe et allemande. Les informations sont tellement déroutantes et contradictoires, qu'aucune personne normalement informée ne peut se faire une idée précise et se former une opinion objective.

Etant donné que je connais bien la situation sur le terrain et dispose d'informations exactes et directes concernant certains détails par des parents, des amis et des connaissances en Syrie, j'essaie de me faire une idée aussi claire que possible de la situation pour me faire ma propre opinion avec cette multitude d'informations divergentes.

En regardant les reportages des médias, j'ai observé les particularités suivantes:

- Il est intéressant de voir que les forces radicales de l'opposition s'expriment différemment dans les médias occidentaux que dans les médias arabes à propos de ce qui est entièrement tu et camouflé ici. Dans les médias arabes, les récits sont souvent présentés dans un langage drastique et difficilement supportable pour le goût occidental.
- Depuis le début des événements en Syrie, je constate que les informations transmises par la plus grande majorité des grands médias allemands coïncident avec celles des chaînes comme *al-Jazira*, *al-Arabia*

ou les chaînes occidentales comme la *BBC* ou *France 24*. Ce sont les chaînes elles-mêmes impliquées dans la guerre syrienne de manière active et partielle. Ces chaînes obtiennent leurs informations exclusivement de l'opposition et de diverses sources obscures comme des «témoignages oculaires», des activistes, «l'observatoire des droits de l'homme» sis à Londres et ainsi de suite. Heureusement, il y a eu quelques reportages objectifs de médias indépendants.

– Frappants sont les coïncidences entre les reportages sur de prétendues atrocités particulières et des massacres et certains événements importants telles des réunions de l'ONU ou des négociations pour la paix ou d'autres occasions similaires.

– De nombreux journalistes allemands entrent illégalement en Syrie par la frontière turque pour pouvoir parler des «mythes» des rebelles et des prétendues cruautés du gouvernement syrien (cf. *Marcel Mettelsiefen* «Heimlich in Homs» [«Secrètement à Homs»]). De tels reporters reçoivent même des prix pour leurs articles en grande partie polémiques et unilatéraux.

– Pour moi c'était paradoxal et difficile à comprendre que des politiciens libéraux, voire de gauche, et leurs médias présentent la guerre en Syrie comme une insurrection populaire, appellent les forces religieuses, salafistes et radicales «combattants pour la liberté» se solidarisent avec ceux-ci et combattent le gouvernement séculaire plus ou moins orienté vers l'Occident.

– Il est difficile à comprendre que le gouvernement allemand prenne une telle position dans une telle sale guerre. En outre, il est difficile de supporter que les médias de service public tels *ARD*, *ZDF*, *Deutschlandfunk*, *WDR*, *NDR* et presque toutes les autres chaînes participent de manière si docile à une telle campagne de désinformation et de propagande de guerre.

Même après cinq ans de guerre et de destruction en Syrie, les politiciens et les grands médias racontent consciemment ou inconsciemment toujours les mêmes mensonges et histoires. Ils continuent de parler de «révolution» et de «rebelles modérés» et tentent de transmettre au public une image faussée du conflit syrien. Ils n'ont, semble-t-il, toujours pas compris ou voulu comprendre qu'en continuant cette politique, l'Allemagne sera elle-même entraînée dans le chaos syrien.

Un grand nombre de médias et de politiciens parlent maintenant de l'échec de l'Occident dans le conflit syrien en pensant qu'une intervention occidentale précoce aurait depuis longtemps pu renverser le gouvernement syrien et donc empêché le développement actuel. Une opinion erronée comme le développement actuel le démontre.

Malgré toutes les tentatives de camouflage et de désinformation, une enquête a montré que seulement 13% de la population allemande soutiennent une intervention de l'Occident en Syrie.

Le développement du conflit syrien a montré que les nombreux soi-disant «experts de la Syrie», les conseillers gouvernementaux et les grands médias allemands dans leurs rapports, articles et commentaires ont – au cours des cinq dernières années – présenté presque systématiquement que des contenus irréalistes et insensés. C'est pourquoi il convient de relire ces écrits. Vous constaterez qu'aucune de leurs analyses et pronostics

La Syrie – entre guerre civile et guerre mondiale

par Wolfgang van Biezen



et courtise les kurdes en même temps? ... Savons-nous encore, pourquoi il y a la guerre en Syrie?

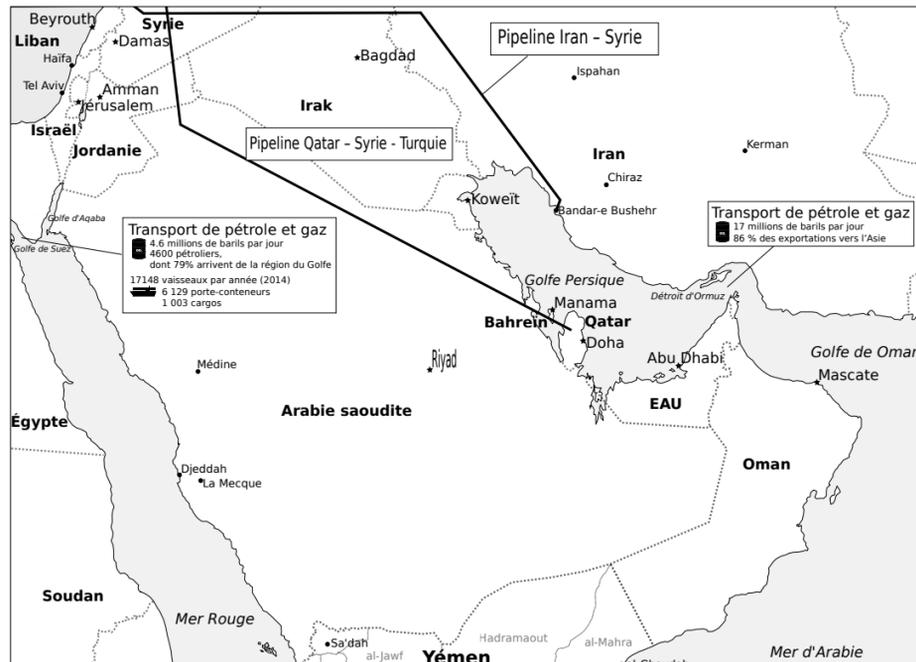
Le livre «Der Nahe Osten brennt» [Le Proche Orient brûle], publié par Fritz Edlinger aux Editions viennoises Promedia Verlag, contenant les contributions d'experts syriens et proche-orientaux renommés, clarifie le sujet.

Nous conseillons au lecteur intéressé de commencer la lecture de cet ouvrage par le chapitre «Erdogans Syrien-Abenteuer» [L'aventure syrienne d'Erdogan], car cela nous permet de mieux comprendre les contributions détaillées sur les Kurdes, les chrétiens, les Alawites et les autres minorités syriennes ainsi que le chapitre sur les médias allemands ou celui sur le droit international.

Lorsqu'au début des années 70, l'entreprise Shell découvrit, lors de forage pétrolier d'exploration au Qatar d'immenses gisements de gaz naturel, les experts étaient loin de soupçonner qu'il s'agissait du plus grand gisement de gaz naturel au monde. Mais les experts savaient qu'en raison de la localisation de plus d'un tiers du gisement sous le sol iranien, cela présentait inévitablement un immense potentiel conflictuel.

Au lieu de partager équitablement, comme de coutume entre bons voisins, ce trésor de la nature au profit des deux peuples qatari et iranien, la diplomatie secrète a commencé ses activités funestes. L'émir qatari d'alors Ahmad ibn Ali Khalifa ibn Hamad ne voulait rien entendre d'un partage et médita sur la façon de tirer à lui seul profit de ce gisement de gaz naturel et d'exclure le plus habilement possible son voisin iranien. Il misa sur la carte anglo-américaine et pris ainsi en compte le risque d'un Casus belli.

Bien que le Qatar fût à l'époque un petit Emirat, il ne redoutait pas l'Iran. La deuxième guerre du Golfe rejeta l'Iran des décennies en arrière dans ses capacités d'extraction de pétrole, et lorsque l'ONU décréta un embargo économique contre ce pays, tout semblait se dérouler à la perfection pour le Qatar. Lorsque les Etats-Unis établirent en 1998 dans ce pays leur quartier général



La raison principale pour la guerre de procaration en Syrie pendant les 5 dernières années: le pays se décida de favoriser le pipeline russo-iranien au détriment du pipeline américano-qatari. (Carte: Horizons et débats ©wgr)

et donc la centrale de commandement pour les guerres du Proche-Orient, le Qatar commença à s'activer sur la scène politique mondiale.

Pour les Etats-Unis, les immenses gisements de gaz naturel qataris semblaient être une excellente occasion d'évincer la Russie du marché pétrolier vers l'Europe, car elle y était reliée uniquement par l'oléoduc «North Stream» aboutissant en Allemagne.

Malgré sa situation géopolitique favorable – et de bons contacts avec l'Arabie saoudite, la Jordanie, ses alliés anglo-américains et, incompréhensible pour beaucoup, avec Israël –, il resta pour le Qatar un sérieux problème. Suite à sa position géographique dans le golfe Persique, il lui fallait fluidifier le gaz naturel dans de propres installations, l'embarquer sur des cargos pour l'offrir sur le marché mondial après un acheminement lent et coûteux. L'alternative était la construction d'un gazoduc traversant l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie aboutissant dans le port méditerranéen turc de Ceyhan. Cependant, pour lancer ce projet, il fallait obtenir le consentement du gouvernement syrien de Bashar al-Assad.

Par solidarité envers la Russie, celui-ci s'y refusa, ce qui était son droit en tant que

président d'Etat démocratiquement élu et en concordance avec le droit et la justice internationale. En outre on a appris qu'Assad voulait permettre à la Russie de construire un pipeline traversant l'Iran et le territoire syrien en direction de la Turquie. Ainsi, il contrecarrait le plan soigneusement développé avec les Etats-Unis de remilitariser le Qatar et d'approvisionner en contrepartie le marché avec du gaz naturel bon marché.

Aussitôt que le plan d'un gazoduc syrien-russe-iranien fut connu, des minorités sunnites de la petite ville Daraa au sud de la Syrie furent instrumentalisées par la Jordanie, l'Arabie saoudite et la Turquie avec de l'aide logistique des Américains pour créer une guerre civile (contraire au droit international), dans le cadre du dit «printemps arabe». Comme en Tunisie, en Libye et en Egypte, ces activités déguisées, bien orchestrées et médiatisées pour influencer l'opinion publique, s'étendirent rapidement dans la région.

Ce conflit avec toutes ses implications a créé d'énormes risques telles une confrontation à haut risque entre l'Europe de l'Ouest et la Russie et une immense détresse humaine au sein des populations et des réfugiés concernés.

Sous cet angle, le sous-titre du livre de Fritz Edlinger «Entre guerre civile et guerre mondiale» devient compréhensible. La guerre en Syrie est en réalité une guerre par procaration entre les Etats-Unis et la Russie. La ligne de front en Ukraine connaît ainsi sa prolongation jusqu'au golfe Persique. La «question kurde», amplement traitée dans le livre, représente maintenant déjà une source de conflits pour de prochaines guerres. Si la création d'un Etat du Kurdistan, privilégié par Hillary Clinton devenait réalité, les Etats-Unis pourraient de là contrôler la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Israël a un intérêt crucial au renversement de Bashar al-Assad, car, ce pays a découvert des gisements de gaz naturel dans la Méditerranée orientale et à donc besoin d'un gazoduc traversant la Syrie (plateau de Golan); il se trouve donc devant un problème similaire que le Qatar. L'Arabie saoudite veut construire un port d'embarquement dans la petite ville portuaire d'Al Makalla au Yémen et tente donc de se frayer le chemin en bombardant le pays.

Après la lecture de ce livre soigneusement rédigé, il nous reste à souhaiter que l'humanité se souvienne des souffrances vécues au cours des deux guerres mondiales et qu'elle envisage plutôt de s'asseoir à la table des négociations pour le bien des populations, avant et non après une nouvelle guerre mondiale.



ISBN 978-3-85371-410-2

«Le rôle de l'Allemagne dans ...»

suite de la page 1

ne s'est réalisée et que tout ce qu'ils ont écrit jusqu'à présent relève d'idées reçues et d'illusions. Malheureusement, la plupart entre eux insistent sur leurs erreurs et continuent leur propagande.

Rebelles modérés

Ce terme est trompeur. Ceux qui l'ont inventé ne peuvent ou ne veulent pas la définir car, ils ne savent eux-mêmes pas qui sont ces groupes. Mais uniquement déjà les noms de telles organisations, leurs paroles ainsi que l'apparence et les visages de leurs représentants donnent au connaisseur immédiatement la réponse pour savoir qui sont ces personnes.

Bien que ces acteurs détestent et méprisent toutes les valeurs occidentales (démocratie, droits de l'Homme, droits des femmes, liberté de la presse, mariages homosexuels, Etat laïque, etc.), nos médias et nos politiciens aiment à les appeler rebelles «modérés».

Voici un petit «choix» de ces nombreuses organisations:

- Front al-Nusra (Jabhat Ahrar al Cham)
- Armée syrienne libre (ASL)
- Brigades Farouq
- Front islamique
- Khorasan
- Liwa al Islam
- Liwa al Tawhid
- Liwa al Umma
- Liwa al Hak

- Suqur al Cham
- Groupe Khaled iben al walid
- Front syrien islamique
- Front islamique de libération syrien

Accueil des réfugiés/tâches humanitaires

Lorsque le plan occidental pour la Syrie s'est trouvé devant un fiasco total, l'Allemagne a dû réassumer son rôle traditionnel d'«assistant humanitaire» et s'est fortement engagé dans l'accueil des réfugiés.

Politique migratoire

Le gouvernement fédéral profite, à son avantage, de la grande solidarité de la population allemande. Pour chaque tsunami ou autres catastrophes environnementales, les Allemands déboursent des sommes énormes et s'engagent avec tous les moyens dont ils disposent afin d'aider leurs semblables. C'est pourquoi il n'y a nulle part autant d'organisations humanitaires qu'en Allemagne. Ce magnifique dévouement moral est à mon avis instrumentalisé, voire abusé, par la politique et les médias pour imposer leur propre politique des réfugiés. On a parlé de «culture de bienvenue». Voici quelques-uns des nombreux exemples:

En septembre 2015, certains journalistes rapportèrent fièrement que les migrants préféreraient maintenant venir en Allemagne que de faire le pèlerinage à la Mecque en Arabie saoudite.

Un politicien a même fait entrer clandestinement un réfugié en Allemagne (Diether Dehm, Linke-MdB).

La politicienne des Verts Kathrin Göring-Eckardt est allée en Grèce (naturellement en compagnie de journalistes) pour sauver (!) un réfugié et pour le prendre en charge. Si elle pouvait décider, elle distribuerait peut-être la nationalité allemande à tous les migrants.

La politique migratoire a développé sa propre dynamique. De nombreux acteurs avec des vues et motivations très diverses y participent. Tous affirment vouloir aider les réfugiés, mais chacun d'entre eux a ses propres intérêts.

Qui soutient la politique migratoire du gouvernement allemand?

- des militants politiques
 - des syndicats
 - des organisations patronales
 - des églises
 - des individus bienveillants et prêts à aider
 - des fondations, des ONG, etc.
 - des profiteurs
 - des médias
- On peut analyser de manière exhaustive le rôle que joue chacun des groupes mentionnés ci-dessus. On constatera que chacun n'agit que pour son propre intérêt.

On ne se rend pas suffisamment compte qu'une telle hypocrisie se solde par davantage de tensions et d'irritations dans la société.

Les Etats-Unis et leur atout kurde

Depuis le début du conflit syrien, les kurdes se trouvaient, à leur grande majorité, du côté du gouvernement syrien qui, à son tour, les finançait et les armait en vue de leur com-

bat contre les forces radicales. Il y avait une forte coopération entre eux puisque les deux parties se battaient contre la Turquie d'Erdogan. Le gouvernement syrien leur confia le contrôle sur les territoires syriens du Nord, leur offrant ainsi la possibilité d'y vivre sous une forme d'«autonomie» et de contrôler eux-mêmes cette partie.

Au cours de la guerre syrienne, les Américains ont fait, avec de grands efforts, plusieurs tentatives de trouver des alliés qu'ils pourraient placer au pouvoir après la chute souhaitée du gouvernement syrien. Fin 2013, ils réalisèrent qu'ils ne trouveraient pas de forces alliées dignes de confiance.

La méfiance règne entre les innombrables groupements de combat, mais notamment aussi face aux Américains (cf. interview d'Obama sur *al-Arabia* en 2015). Finalement, les Américains n'avaient pas d'autre choix que de jouer la carte kurde.

A mon avis, cette carte kurde ne fonctionnera pas à la longue. Toutes les puissances régionales (Turquie, Iran, Irak et Syrie) combattront de toutes leurs forces l'avènement d'un Etat kurde en Syrie. La résistance la plus prévisible sera celle de la Turquie, pays membre de l'OTAN car la question kurde est décisive pour la survie de la Turquie/Erdogan.

La situation actuelle

Suite à l'intervention directe de la Russie et les transformations réalisées en Turquie après

«Le rôle de l'Allemagne dans ...»
suite de la page 2

la tentative du coup d'Etat, la situation a fondamentalement changé. Alep est actuellement entièrement sous le contrôle du gouvernement syrien. Entretemps, la Russie décide des développements en Syrie.

Il semble que la Turquie a cessé d'être membre actif du dit «Groupe de contact syrien» (auparavant «amis de la Syrie»). Elle coopère plutôt avec les Russes et l'Iran en quête d'une solution en Syrie. Après le désistement turc, ce groupe est édenté et demeure incapable de contrôler les événements. Le membre principal de ce groupe sont les Etats-Unis.

La position des Etats-Unis

Les Etats-Unis

- ont conclu un deal avec l'Iran (accord nucléaire),
- ne disposent de plus aucun allié parmi les prétendus rebelles,
- n'ont que les kurdes comme allié,
- ne poursuivent pas d'intérêts économiques en Syrie,
- ne sont pas prêts à sacrifier leurs soldats en Syrie, et
- ne sont pas enclins à risquer une confrontation militaire directe avec la Russie sans qu'il y ait une raison de grande importance.

Les autres alliés, l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Angleterre, la France et l'Allemagne ont des intérêts divergents et sont incapables d'influencer la situation sans le soutien des Etats-Unis.

A mon avis, il y a deux grands perdants dans ce conflit: d'une part ce sont les personnes perdant leur vie en Syrie et d'autre part c'est l'Allemagne risquant la déstabilisation suite aux problèmes migratoires.

Il est regrettable que le gouvernement fédéral ne cherche pas sérieusement une solution à ce conflit pour protéger l'Allemagne des lourdes conséquences. La politique allemande continue à s'enfoncer dans l'impasse en affirmant qu'elle fait partie de l'alliance occidentale. Elle continue à livrer sans restrictions des armes à l'Arabie saoudite et aux Etats du Golfe qui eux perpétuent cette guerre meurtrière.

Quelles sont, jusqu'à présent, les «mérites» de l'Allemagne?

L'Allemagne

- ne dispose pas de propre agenda,
- ne poursuit pas de propres intérêts stratégiques, nationaux ou vitaux dans la région,
- suit inconditionnellement la politique des Etats-Unis
- est, jusqu'à présent, le plus grand perdant dans le conflit (réfugiés).

Quelles options positives restent-elles à l'Allemagne?

L'Allemagne peut

- endosser un rôle de médiateur,
- stopper toutes livraisons d'armements à l'Arabie saoudite et au Qatar,
- exiger, avec les autres Etats de l'UE, des Etats-Unis de terminer la guerre,
- jouer, après la fin de la guerre, un rôle important lors de la reconstruction de la Syrie.

Si le conflit progresse, l'Europe et notamment l'Allemagne, seront déstabilisées à moyen terme.

Il faut se demander très sérieusement quels parents allemands désirent voir leurs propres enfants partir dans cette sale guerre syrienne pour y perdre leur vie – une idée inconcevable.

Remarque finale

Actuellement, il semble que les Etats-Unis n'ont, pour diverses raisons, pas l'intérêt de terminer prochainement cette guerre.

Je suis persuadé que finalement la politique des Etats-Unis échouera dans ce conflit. Les tensions continueront à s'aggraver dans la région avec le risque d'une guerre régionale.

Il est évident que plus ce conflit durera, plus les risques pour l'Allemagne seront élevés. L'Allemagne, l'élève modèle des Etats-Unis, sera un des plus grands perdants. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Cultiver le dialogue au lieu d'enflammer des guerres d'informations hystériques

Allocution de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, tenue au Forum sur la sécurité de Munich, le 18/2/17



Sergej Lavrov
(photo mad)

Mesdames et Messieurs,

Il y a dix ans, le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine a adressé cette conférence par un discours qui fut perçu en Occident comme un défi, voire comme une menace, bien que son message soulignait avant tout la nécessité de renoncer à l'unilatéralisme en faveur de la coopération honnête basée sur le respect mutuel, le droit international, une évaluation commune des problèmes globaux et la prise de décisions collectives. Hélas, les avertissements lancés jadis concernant les risques d'un monde unipolaire et l'obstruction à la création d'un monde multipolaire sont devenus réalité.

L'humanité se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. L'époque de l'ordre post-guerre-froide est terminée. Comme on peut s'en apercevoir, les institutions créées lors de la guerre froide ont totalement échoué à s'adapter aux nouvelles réalités. Le monde n'est pas devenu pour autant plus occidental, sûr et stable. Cela semble évident lorsqu'on observe les résultats de la «démocratisation» du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et d'ailleurs.

L'élargissement de l'OTAN a créé un niveau de tensions en Europe méconnu depuis trente ans. Toutefois, cette année marque le 20^e anniversaire de la signature de l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie, signé à Paris [le 27 mai 1997], et les 15 ans de la Déclaration de Rome sur une «qualité nouvelle» de la relation entre la Russie et l'OTAN. Le prin-

cipe fondateur de ces accords fut l'engagement commun pour la garantie de la sécurité sur des bases de respect envers les intérêts de chacun, pour renforcer la confiance mutuelle, empêcher un clivage euro-atlantique et pour effacer les tranchées divisant au lieu de rassembler. Ceci n'a pas été réalisé, surtout parce que l'OTAN est restée une institution de la guerre-froide. On dit que la guerre commence dans la tête des gens. Mais si l'on suit cette logique, il tombe sous le sens qu'elle devrait également se terminer dans la tête des gens. Ce n'est pas le cas avec la guerre froide. Certaines remarques de la part de politiciens européens ou américains semblent très clairement confirmer cela, également certaines remarques faites hier et aujourd'hui dans le cadre de cette conférence.

Je viens de mentionner l'expansion de l'OTAN. Nous rejetons catégoriquement toutes les allégations de ceux qui accusent la Russie et les nouveaux centres d'influence globale de vouloir saper le soi-disant «ordre du monde libéral». Ce modèle global était préprogrammé pour une crise depuis sa création par un club élitiste de pays n'ayant en tête que leur propre croissance et la domination de tous les autres. Il est évident qu'un tel système ne pouvait pas durer éternellement. Les dirigeants ayant le sens de la responsabilité doivent à présent faire un choix. J'espère que ce choix sera celui d'un monde plus démocratique et équitable, un ordre mondial post-occidental, si vous le voulez bien, dans lequel tout pays développera sa propre souveraineté dans le respect du droit international et cherchera à équilibrer ses propres intérêts

«Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'un dialogue sur toutes les problématiques complexes pour trouver des compromis mutuellement acceptables.»

Je viens de mentionner l'expansion de l'OTAN. Nous rejetons catégoriquement toutes les allégations de ceux qui accusent la Russie et les nouveaux centres d'influence globale de vouloir saper le soi-disant «ordre du monde libéral». Ce modèle global était préprogrammé pour une crise depuis sa création par un club élitiste de pays n'ayant en tête que leur propre croissance et la domination de tous les autres. Il est évident qu'un tel système ne pouvait pas durer éternellement. Les dirigeants ayant le sens de la responsabilité doivent à présent faire un choix. J'espère que ce choix sera celui d'un monde plus démocratique et équitable, un ordre mondial post-occidental, si vous le voulez bien, dans lequel tout pays développera sa propre souveraineté dans le respect du droit international et cherchera à équilibrer ses propres intérêts

nationaux avec ceux de leurs partenaires en respectant l'identité culturelle, historique et civilisationnelle de chaque pays.

La Russie n'a jamais caché ses points de vue et s'est toujours engagée avec honnêteté pour une collaboration d'égal à égal afin de créer un espace commun de sécurité et de développement de Vancouver à Vladivostok. Les tensions des dernières années entre les Etats-Unis, l'Europe et la Russie ne sont pas naturelles, je dirais même qu'elles vont à l'encontre de la nature.

La Russie est un Etat eurasiatique avec une grande diversité de cultures et d'ethnies. La prévisibilité et la bonne volonté dans nos relations avec tous les pays, notamment avec nos voisins, ont toujours été inhérentes à notre politique. Cette logique nous a mené à travailler étroitement avec la Communauté des Etats indépendants (CEI), l'Union économique eurasiatique, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Le bon voisinage et les bénéfices mutuels sont également la base de nos relations avec l'Europe. Nous faisons partie du même continent, avons écrit notre histoire ensemble et c'est en travaillant main dans la main que nous avons réussi à créer de la prospérité pour nos peuples.

Plusieurs millions de citoyens soviétiques ont sacrifié leur vie pour la liberté de l'Europe. Nous voulons voir une Europe

Suite page 4

Conférence sur la sécurité de Munich

Le rôle trouble de l'Allemagne dans la politique mondiale

par Karl Müller

Il y a 15 ans, le 11 février 2002, j'écrivis pour la première fois à propos de la Conférence sur la sécurité de Munich («La guerre mondiale est planifiée»). Déjà à cette époque, le sénateur américain John McCain, intervenant lors de cette réunion, apparaissait ouvertement comme faisant partie du parti belliciste.

Pour ce sénateur des Etats-Unis, la guerre en Afghanistan, démarrée quelques semaines plus tôt, n'était qu'une avant-garde d'une guerre à mener dans le monde entier. Il s'agissait, selon McCain, «de créer un monde nouveau» ce qui signifiait pour les Etats-Unis et leurs alliés militaires: «Nous sommes chargés de cette mission devant l'Histoire.»

John McCain est resté fidèle à ses plans de jadis, y compris en cette année. Il n'a toujours pas saisi que ce plan d'alors du gouvernement américain n'était plus réalisable, le monde s'étant transformé. En 2002, le pays était au sommet de sa puissance, léguant au cours de ces 15 dernières années un véritable désastre, en destructions et en victimes, perdant fortement en considération dans le monde. Malgré cela, certaines personnes comme John McCain croient toujours à la «victoire finale», grâce peut-être à leurs «solutions miracles».

John McCain félicite Angela Merkel

Cependant, il y a un changement chez le sénateur McCain. Lui, la grande voix du parti belliciste, s'est fendu en «compliments» pour le gouvernement allemand et la chancelière Angela Merkel: «Il n'est pas donné à tous les Américains de comprendre le rôle essentiel joué par l'Allemagne et son honorable Chancelière Merkel dans la défense des conceptions et de la conscience de l'Occident. Permettez-moi donc de dire merci au nom de tous ceux qui en ont conscience.»

«Ce serait un bienfait pour l'entente entre les populations que Mme Merkel (et son gouvernement) sache différencier et rechercher la vérité. Mais elle s'en abstient en toute conscience et en rajoute en jetant de l'huile sur le feu. On ne peut en tirer qu'une conclusion: Angela Merkel fait partie du parti belliciste.»

En réalité, du fait du changement de gouvernement aux Etats-Unis et après son «briefing» par l'ancien président des Etats-Unis, Barack Obama, à la fin de l'année dernière, la chancelière se trouve en première ligne du parti belliciste, secondée par sa ministre de la Défense, Ursula von der Leyen. Le SPD ne joue qu'un rôle mineur, comme cela ressort du discours du ministre des Affaires étrangères, Siegmund Gabriel, leur rôle se limitant à calmer les inquiétudes. Le parti a perdu tout pouvoir dans le domaine des relations extérieures.

Ursula von der Leyen mène la barque

C'est Ursula von der Leyen qui donne le ton à Munich, alors même que ses louanges des interventions militaires allemandes un peu partout dans le monde ne tiennent pas la route. Ses félicitations prononcées face à la Lituanie dans le contexte de l'engagement militaire allemand dans le pays furent particulièrement embarrassantes.

Pourquoi la ministre n'a-t-elle pas émis le moindre mot concernant les discriminations dont souffre la minorité russe dans le pays? C'eut été honnête et cela aurait pu contribuer à la paix – en tous cas plus que son arrogante complaisance envers le nouveau gouvernement américain: aucune décision en matière de politique étrangère du nouveau gouvernement américain sans moi (et la chance-

lière); ni dans la lutte contre le terrorisme, ni dans les relations avec la Russie. Mme von der Leyen ne fit cela ni pour le compte des Allemands ni avec leur appui – ses donneurs d'ordre se trouvent ailleurs.

La chancelière allemande se présente toute «soft» ...

La chancelière allemande a endossé un autre rôle à Munich. Angela Merkel apparut «réfléchissante» et «soft». Elle plaida pour des «structures internationales multilatérales» en pensant à l'UE, à l'OTAN, à l'ONU et au G20. Mais pas un mot sur la structure qui fut la plus apte à surmonter le fossé Est-Ouest d'avant 1990, soit l'OSCE. En revanche, elle préféra appuyer sa ministre: «Nous nous engagerons davantage en matière de politique de défense.» Il n'y aura toutefois pas d'indépendance européenne, car «la capacité de défense européenne ne doit jamais apparaître comme une alternative à l'OTAN», elle doit toujours «se soumettre aux capacités de cette dernière». C'est certainement ce qu'elle a dû promettre à Obama afin de pouvoir «diriger l'Europe».

Angela Merkel en revint à la situation en Ukraine, en prêtant allégeance au parti belliciste: «Le rôle de l'OTAN a, une fois de plus, gagné en importance, de triste façon, par

Suite page 4

Les médias européens – englués dans un conflit intra-américain?

rl. Donald Trump est-il un monstre? Toute critique de la politique de l'immigration est-elle «de droite»? Poutine est-il un «dictateur»? Des nouvelles contredisant les directives politiques officielles sont-elles toutes des «fake news» ou «post factuelles»?

Certainement pas. Quiconque raisonne de manière autonome aura rapidement constaté que nous sommes confrontés à un bourrage de crâne de plus en plus éhonté.

On sait bien que pour faire accepter des décisions politiques ayant un fort impact sur la vie des gens – tout en contredisant leurs intérêts –, les mensonges doivent être spécialement effrontés. Pensons aux temps d'avant-guerre ou – plus ordinaires – aux campagnes électorales.

Sans propagande ciblée, sans dénigrement de l'«adversaire», sans bourrage de crâne, des mesures incisives sont difficilement praticables. Il leur faut le soutien massif des grands médias et de personnes de la vie publique.

Pour le citoyen, donc le peuple souverain, il est toujours plus difficile de se former sa propre opinion dans cette jungle. Souvent, les nouvelles sont subjectives ou tendancieuses. Le lecteur se retrouve face à une grande quantité de nouvelles émotionnelles (et non factuelles) sur un même sujet, créant un réel «tapis de désinformation». Les médias en tant que quatrième pouvoir dans l'Etat.

En Suisse, on ne trouve plus qu'une poignée de maisons d'édition, alors que notre pays possédait, il y a un certain nombre d'années encore près de 3000 journaux différents. Le pluralisme des opinions est désormais minime. Les journaux restants sont soumis à de fortes pressions économiques suite à la diminution massive du nombre de lecteurs. Les annonces publicitaires et les bénéfices diminuent. La dépendance des annonceurs augmente. Le fait que la décision de publier ou non un article ou un

reportage dépend de plus en plus de l'avis des publicitaires n'aide pas à augmenter la crédibilité des médias. Ni le regroupement des rédactions, ni la réduction du nombre de journalistes ou la reprise systématique d'informations livrées par les agences de presse monopolistiques telles *ap*, *afp* ou *Bloomberg* améliorent la donne. Le journalisme «d'investigation» est pratiqué uniquement là où le sujet et l'orientation politique sont «politiquement correctes». La radio/TV étatique RTS n'est que rarement une alternative sérieuse, car pas assez indépendante. Ainsi, il n'est pas étonnant que les citoyens se tournent de plus en plus vers l'Internet.

Suite au Brexit et à l'élection de Donald Trump l'influence des grands médias a sen-

siblement été mise en cause. Ils n'ont pas réussi à faire valoir «leurs» positions. Et ils continuent de miser sur leur positionnement «obsolète» – avec une ardeur accrue. Pourquoi? Sont-ils si dépendants de certains groupes d'influence qu'*Uwe Krüger* a mis en évidence dans une étude scientifique («Meinungsmacht. Der Einfluss von Eliten auf Leitmedien und Alpha-Journalisten – eine kritische Netzwerkanalyse.» Cologne 2013, ISBN 978-3-86962-070-1)? Ce chercheur a démontré dans une analyse de grande envergure que les rédacteurs en chef et les éditeurs sont étroitement intégrés dans les réseaux transatlantiques. Il le prouve, entre autres, en montrant leur participation ou leur affiliation à l'«Atlantik-Brücke» ou aux «groupe Bilderberg». Il analyse le person-

nel des médias dominants comme *Die Zeit*, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» ou le *Spiegel*. En 2014, le journaliste *Udo Ulfkotte* a confirmé, après avoir travaillé dix ans comme journaliste à la «Frankfurter Allgemeine Zeitung», ces liens étroits aux directives, provenant notamment de la politique américaine («Gekaufte Journalisten. Wie Politiker, Geheimdienste und Hochfinanz Deutschlands Massenmedien lenken.» Rotenburg 2014. ISBN 978-3-86445-143-0). Entre temps, il est connu qu'il existe aux Etats-Unis un cartel du pouvoir spécifique définissant les lignes médiatiques. Les «transatlantistes» européens participent bien évidemment à cette lutte pour le pouvoir et importent activement ce conflit intra-américain dans les Etats européens. •

Quel rôle pour l'Europe?

rl. Jamais l'influence des élites étasuniennes n'a été aussi grande en Europe. Même la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du pays après l'élection du nouveau président a des retombées violentes dans les médias européens – comme si nous étions aussi un Etat fédéral américain. La lutte est menée avec acharnement, calomnies et mensonges. – Nous ne pouvons pas y participer aux élections. Mais nous serons intensément concernés par les développements politiques de Washington.

Déjà 1945, les Etats de l'Europe occidentale ne purent plus guère décider librement de leur sort. Ils durent se soumettre aux planifications préparées Outre-Atlantique.

Au fil des six dernières décennies, les sociétés en Europe occidentale ont abandonné une grande partie de leur identité culturelle en faveur d'un modèle social américain, aujourd'hui largement contesté («American dream»). Derrière les slogans de consom-

tion, démocratie des masses ou Hollywood se cache une culture superficielle, reliée à l'idéologie du darwinisme social, le déracinement de l'Homme et le capitalisme sauvage et prédateur menant à l'appauvrissement des populations. La situation à l'intérieur des Etats-Unis s'est désormais tellement détériorée qu'un tiers des citoyens se retrouve à la limite de la pauvreté, reste sans soins médicaux et a perdu son emploi suite aux délocalisations des entreprises. L'Etat est impliqué dans des guerres sans fin qu'il finance avec la planche à billets au détriment de sa propre population et celle du monde entier.

Où les Etats européens aimeraient-ils se retrouver dans les prochaines années? Quel rôle pourrait être le leur? Vont-ils docilement augmenter leurs dépenses militaires pour soutenir les aventures militaires d'une administration américaine et leur «complexe militaro-industriel-médiatique»? Quels sont les messages constructifs pouvant être envoyés

Outre-Atlantique par les Etats européens, forts de leur longue histoire, pour fournir des éléments substantiels à une meilleure politique américaine?

En puisant dans la longue histoire de la culture chrétienne occidentale, on pourrait par exemple penser à l'idée du bien commun dans toutes ses facettes: l'idée de l'Etat social, l'économie de marché sociale, l'idée des coopératives, les institutions de prévoyance ou les mouvements pour une école obligatoire de qualité. En outre, l'héritage culturel de l'Antiquité a fait émerger, en passant par l'Humanisme et les Lumières, des acquis innovateurs pour la coexistence humaine – notamment les droits civiques ou les modèles différenciés de l'autodétermination démocratique. L'Europe, en tant que berceau de la démocratie et des droits humains, a énormément à donner (cf. «Manifeste pour l'Europe», publié dans *Horizons et débats* n° 24 du 21/9/15). •

«Cultiver le dialogue ...»

suite de la page 3

forte, indépendante dans ses relations internationales et prenant soin de notre passé et de notre futur communs, tout en restant ouverte au monde qui l'entoure. Nous sommes consternés par le fait que l'UE est incapable de mobiliser assez de force pour abandonner sa politique russe basée sur le plus petit dénominateur commun et de soutenir les spéculations russophobes par pur «solidarité» et au détriment des intérêts pragmatiques de ses Etats-membres. Nous nous réjouissons du moment où le bon sens reprendra le dessus.

Quelle sorte de relation voulons-nous établir avec les Etats-Unis? Nous voulons des relations basées sur le pragmatisme, le respect mutuel et la compréhension de notre responsabilité spéciale pour un ordre global stable. Nos deux pays n'ont jamais été en confrontation directe l'un avec l'autre. Notre histoire est ancrée davantage dans l'amitié que dans la confrontation. La Russie s'est beaucoup engagée pour l'indépendance des Etats-Unis lorsqu'ils étaient en phase de devenir un Etat uni et puissant. Des relations russo-américaines constructives sont dans notre intérêt commun. Par ailleurs, les Etats-Unis sont un proche voisin, tout comme l'Union européenne. Le détroit de Béring nous sépare seulement de 4 kilomètres. Le potentiel d'une coopération politique, économique et humanitaire est énorme. Mais il faut évidemment vouloir en profiter. Nous sommes prêts à faire le premier pas dans la mesure où les Etats-Unis de leur côté sont également prêts à y participer.

De nos jours, on ne manque pas d'analyses concernant la genèse des défis globaux tels que le terrorisme, le trafic de drogues ou les crises ayant touché et englouti les régions de la Libye à l'Afghanistan et laissé des pays comme la Syrie, l'Irak, la Libye et le Yémen en sang. Certes, la Conférence de Munich va nous offrir l'opportunité de discuter de ces questions dans le détail ainsi que des

conflits continus en Europe. Le plus important, cependant, c'est d'être conscient que les solutions ne pourront être trouvées par des moyens militaires.

Ceci est aussi entièrement applicable au conflit interne en Ukraine. Il n'existe pas d'alternative que de se conformer au protocole de Minsk par le dialogue direct entre Kiev, Donetsk et Lougansk. C'est une position ferme adoptée par la Russie, l'Occident et le Conseil de sécurité de l'ONU. Il est important que les autorités de Kiev se mettent en route et respectent leurs obligations.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'un dialogue sur toutes les problématiques complexes pour trouver des compromis mutuellement acceptables. Les actions basées sur la confrontation et les échanges infertiles ne briseront pas la glace. La Russie ne cherche pas le conflit avec quiconque, mais continuera de défendre ses propres intérêts.

Notre priorité absolue est d'utiliser le dialogue afin d'atteindre un consensus mutuellement bénéfique. Il est approprié de citer dans ce contexte une directive du chancelier *Alexandre Gorchakov* de juillet 1861, de l'époque tsariste qu'il a fait parvenir à *Eduard von Stoeckle*, ambassadeur russe aux Etats-Unis: «Il n'existe pas d'intérêts divergents ne pouvant être réconciliés par un travail dur et zélé [...] dans l'esprit de l'équité et de la modération.»

Si tout un chacun pouvait souscrire une telle approche, nous serions en mesure de rapidement dépasser la période de post-vérité, de rejeter les guerres d'informations hystériques imposées à la communauté internationale et de continuer notre travail honnête sans être distrait par des mensonges et des contre-vérités. Puisse l'ère «post-fake» [post-mensonge] advenir!

Merci. •

Source: www.mid.ru/en/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/70vQR5KJWVmR/content/id/2648249

(Traduction *Horizons et débats*)

«Le rôle trouble de l'Allemagne ...»

suite de la page 3

l'annexion de la Crimée et les combats dans l'Est de l'Ukraine où la Russie soutient les séparatistes.» Cette situation provoque «de grands soucis» et crée une «forte insécurité» du fait que «le principe de l'intégrité territoriale, ayant créé en Europe la sécurité et la paix à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ait été violée.

... pour mieux mener les populations par le bout du nez

C'est vraiment le comble de l'indécence de mener les populations des pays européens ainsi par le bout du nez – car dans ces quelques phrases rien ne correspond à la réalité.

Pour mémoire: les frontières en Europe ont été modifiées à plusieurs reprises après 1990, parfois avec une forte participation (guerrrière) allemande: p.ex. la dissolution violente de la Yougoslavie depuis 1990 (L'Allemagne a reconnu comme un des premiers pays «l'indépendance» de la Slovaquie et de la Croatie). L'Union soviétique elle-même s'est effondrée fin 1991/début 1992 laissant la place à de nouveaux Etats en Europe: les Etats baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan – tout ceci sans consultations populaires – aucun des pouvoirs participants ne se préoccupa du droit international – car c'était la volonté politique des puissants d'alors.

La péninsule de Crimée a appartenu pendant des siècles à la Russie, avant d'être «offerte» à l'Ukraine en 1954 – sans que sa population ait été consultée. Une forte majorité de la population de la Crimée s'est prononcée, lors d'une consultation populaire à la suite du coup d'Etat à Kiev au printemps 2014, en faveur de la sortie de la structure étatique de l'Ukraine pour devenir membre de la Fédération de Russie. Les jugements portés en matière de droit international sur les événements du printemps 2014 divergent.

Les professeurs de droit public et de droit constitutionnel, tels que *Markus Merkel*, *Karl Albrecht Schachtschneider* ou *Alfred de Zayas* analysent cette affaire autrement que Mme Merkel.

La situation en Ukraine orientale est particulièrement complexe. Les experts de l'OSCE se trouvant sur place estiment que chacune de parties au conflit (le gouvernement de Kiev, les troupes de mercenaires sur le terrain et les prétendus séparatistes) font avant tout de la propagande, en voulant atteindre leurs «objectifs de guerre». Les descriptions très concrètes du ministre russe des Affaires étrangères, en réponse à une question à Munich¹ valent la peine d'être consultées, car elles présentent des aspects différenciés, ne concordant guère avec la vue «occidentale» de la situation. Les affirmations de la chancelière ne sont cependant que de la poudre aux yeux et ne servent pas au but primordial: de faire taire les armes pour de bon et de laisser les populations décider elles-mêmes en toute liberté de la façon dont elles désirent vivre.

Quand Mme Merkel cessera-t-elle de mettre de l'huile sur le feu?

En résumé: ce serait un bienfait pour l'entente entre les populations que Mme Merkel (et son gouvernement) sache différencier et rechercher la vérité. Mais elle s'en abstient en toute conscience et en rajoute en jetant de l'huile sur le feu. On ne peut en tirer qu'une conclusion: Angela Merkel fait partie du parti belliciste.

Ô combien plus précieuse eut été, à la conférence sur la sécurité de Munich, une contribution allemande exprimant ce que quiconque à l'Est comme à l'Ouest devrait rechercher le plus sérieusement possible: une voie honnête vers une paix juste. •

¹ www.mid.ru/en/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/70vQR5KJWVmR/content/id/2648249/pop_up?_101_INSTANCE_70vQR5KJWVmR_viewMode=print&_101_INSTANCE_70vQR5KJWVmR_qrIndex=0

«CETA, le fait accompli contre la démocratie»

Par Natacha Polony, France



Natacha Polony
(photo Wikipedia)

Le jour où les élites préféreront répondre aux aspirations du peuple plutôt que de récolter les félicitations des multinationales, ils n'auront plus à craindre cette colère qui leur fait aujourd'hui si peur.

«Un million d'indicatifs ne feront jamais un impératif», affirmait le mathématicien Henri Poincaré, signifiant ainsi que ce n'est pas le fait accompli qui doit prescrire le droit, mais le sens du bien commun et, en République, la volonté du peuple souverain. C'est pourtant bien le fait accompli que tentent d'imposer, comme ils le font depuis des décennies, les tenants de l'idéologie libre-échangiste qui a déjà détruit un million d'emplois industriels en France.

Le CETA, le traité de libre-échange avec le Canada, vient d'être ratifié par un parlement européen qui nous prouve, une fois de plus, que les représentants, dans les pays occidentaux, ne représentent plus les peuples puisque, sur les sujets essentiels, ils s'empresent de voter l'inverse de ce que souhaitent les électeurs qui leur ont confié mandat (le Traité de Lisbonne, rappelons-le, fut ratifié par 90% des parlementaires français alors qu'il était la copie quasi-conforme du traité constitutionnel rejeté par 55% des électeurs). Cette fois, la résistance wallonne avait permis aux grands prêtres du libre-échange de vendre la tartufferie d'un traité renégocié. Les Wallons n'ont obtenu qu'une clause de sauvegarde pour leur agriculture et la promesse que les juges européens des tribunaux arbitraux soient nommés par les Etats membres. Ce qui ne change strictement rien au fait que les candidats au poste sont trop peu nombreux pour éviter qu'ils ne soient inféodés à une logique mercantile contraire aux intérêts des peuples.

Bien sûr, cette ratification par le parlement européen ne suffit pas, les parlements des

«Le jour où ils préféreront répondre aux aspirations des citoyens plutôt que de récolter les satisfecit du clergé médiatique et les félicitations des multinationales qu'ils servent avec zèle, ils n'auront plus à craindre cette colère qui leur fait aujourd'hui si peur et qu'ils attisent par leur couardise.»

Etats membres de l'Union, et certains parlements régionaux, devront aussi donner leur accord, mais elle permet une application provisoire de certaines dispositions. Le fameux fait accompli. Une fois que les derniers électeurs se seront suicidés, ruinés par l'afflux de 80 000 tonnes de bœuf et 75 000 tonnes de porc canadiens, il sera bien temps de suspendre l'accord. Mais les producteurs automobiles, les laboratoires pharmaceutiques et les grands opérateurs de service, eux, espèrent d'importants profits. Alors, que valent quelques paysans même porteurs de la mémoire d'une civilisation?

Idéologie

Derrière ces choix, une idéologie: l'augmentation des échanges serait, en soi, un bienfait pour l'humanité. Pensez donc! Le CETA devrait permettre d'augmenter les échanges entre l'Union européenne et le Canada de 25%, nous explique-t-on. Quel type d'échange? Quelle est la qualité des produits échangés? Conduisent-ils à une uniformisation de la production et de la consommation entre les deux entités? Peu importe, échanger, c'est bien. Produire soi-même ce que l'on consomme, c'est du repli et c'est mal. L'idée qu'il puisse exister tous les degrés entre l'autarcie absolue et la division mondiale du travail telle que semblent la souhaiter ces joyeux adeptes de la concurrence faussée ne les effleure pas. C'est eux ou le chaos.

Le danger, en effet, est prégnant: les idées «protectionnistes» progressent en Europe. Des esprits obtus s'obstinent à voir ce qu'ils voient, les emplois détruits, les exploitations

agricoles qui ferment, le dumping social organisé au sein de l'Union européenne et la concurrence sauvage pratiquée par des pays aux normes inexistantes... et refusent de croire ce que leur racontent les prêcheurs de la religion libre-échangiste: les lende-mains qui chantent, les horizons radieux... Pire, ils doutent du sacro-saint argument de la compétitivité. Ou plutôt, ils devinent que cette pente-là est glissante, et qu'ils ne seront jamais assez compétitifs, avec leurs salaires décents, leurs pensions de retraite et leur sécurité sociale, face aux semi-esclaves du monde entier. Qu'ils ne seront jamais assez performants, avec leurs exploitations familiales, leur agriculture de montagne, leurs spécificités locales, face aux fermes-usines canadiennes...

Chantage

Bref, ils n'acceptent plus le chantage. Ils considèrent que la première des libertés est de ne pas dépendre d'autrui pour ses besoins premiers. Car la pire escroquerie est là: baptiser «repli» le fait de préférer acheter un produit qui permet au frère ou au voisin de vivre de son travail, et qui respecte certaines normes imposées par la loi émanant de l'État, et donc du peuple, plutôt que de systématiquement se diriger vers le moins cher, quelles que soient les horreurs écologiques et humaines que recouvre ce prix. Et puisque les plus pauvres n'ont pas forcément ce choix, le protectionnisme représente l'action de l'État pour le leur rendre en compensant par des taxes, des normes et des tarifs douaniers les différences de conditions de

production. Cela ne signifie nullement que l'on n'échange pas, mais que l'on choisit librement les conditions pour préserver, à travers les spécificités et les savoir-faire, ce que l'on est.

Le jour où les politiques comprendront que tout cela est la définition même de leur mission, le jour où ils préféreront répondre aux aspirations des citoyens plutôt que de récolter les satisfecit du clergé médiatique et les félicitations des multinationales qu'ils servent avec zèle, ils n'auront plus à craindre cette colère qui leur fait aujourd'hui si peur et qu'ils attisent par leur couardise.

Source: *Le Figaro* du 18/02/2017

Sous pression, le Parlement européen approuve le CETA

Le Parlement européen a approuvé le 15 février l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada. Le texte fait face à une vive opposition. Des dizaines d'opposants s'étaient rassemblés devant l'entrée du bâtiment.

Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, s'est prononcé mercredi en faveur de l'Accord de libre-échange CETA entre l'Union européenne et le Canada, objet d'une vive contestation.

Avec ce vote favorable, une grande partie du texte devrait très prochainement être appliquée de manière provisoire, le temps qu'il soit ratifié par l'ensemble des Parlements nationaux et régionaux de l'UE, ce qui prendra des années.

Des dizaines de manifestants vêtus de combinaisons blanches, masque sur la bouche, formaient une chaîne humaine, assis ou couchés, qu'il fallait enjamber pour accéder au Parlement européen. «Dire oui au CETA, c'est piétiner le peuple», clamait une banderole.

La post-vérité: une supercherie

par Jacques Perrin, Aubonne VD

Un nouveau gadget conceptuel vient de naître: la post-vérité.

Le dictionnaire d'Oxford l'a décrété «mot de l'année 2016». Il le définit ainsi: Néologisme qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles. L'encyclopédie en ligne Wikipedia nous apprend que l'ère de la post-vérité (ou ère post-factuelle) représente «une culture au sein de laquelle les leaders orientent les débats vers l'émotion en usant abondamment d'éléments de langage et en ignorant ou en

«Soudain, la notion de vérité est redécouverte à cause des méfaits de Trump et de Poutine: Colin Powell, Hollande, Sarkozy, Juncker, Barroso ou Hillary Clinton n'ont bien entendu jamais transigé avec le vrai, et surtout pas le beau Barack!»

faisant mine d'ignorer les faits et la nécessité d'y soumettre leur argumentation, cela à des fins électorales».

Le concept semble avoir été élaboré en 2004, mais la panique qui a saisi les «commentateurs autorisés» à l'occasion du Brexit et des succès remportés par Messieurs *Orban*, *Poutine* et *Trump*, leur a donné l'idée de se servir de la post-vérité comme arme de contre-attaque.

Nous attendons des journalistes qu'ils nous informent et qu'ils soient véridiques. Qu'ils s'effraient de l'ère post-factuelle, et que par conséquent ils rendent hommage à la vérité, devrait nous réjouir; mais nous sommes plutôt portés à la moquerie, cela pour trois raisons.

D'abord, les boniments et le baratin, les promesses non tenues, l'appel aux émotions et la volonté de défendre une cause par des arguments biaisés n'existent pas seulement depuis l'accession de Trump au pouvoir. Au V^e siècle avant J.-C., les sophistes athéniens inauguraient l'ère de la post-vérité. *Gorgias* se vantait de faire triompher l'injustice au moyen de raisonnements imparables. Les sophistes du XXI^e siècle s'appellent les «communicants». Le communicant ne ment pas nécessairement, il s'intéresse à la vérité dans la mesure où elle rapporte. Les entreprises de communication promeuvent les intérêts de celui qui les paie et travaillent l'opinion aux tripes. L'homme politique démocrate qui cherche à obtenir les voix d'une certaine «clientèle doit «communi-

quer», autrement dit multiplier les promesses qu'il ne pourra pas tenir. Il s'arrange avec la vérité, compte tenu du fait que les masses électorales n'aiment pas celle-ci, préférant vivre dans l'illusion, sauf dans quelques situations périlleuses comme en 1940, où les Anglais acceptent le «sang» et les «larmes» que *Churchill* annonce.

Ensuite, à notre connaissance, l'élite politico-médiatique de la fin du XX^e siècle ne s'est pas beaucoup intéressée à la notion de vérité; elle s'est plu à diminuer sa portée, voire à la rejeter sous la pression des philosophes de la déconstruction. Notre presse si «diverse» a peu parlé du philosophe rationaliste *Jacques Bouveresse* qui a contredit avec beaucoup de science les errances pseudonietzschéennes des déconstructeurs, en particulier de *Michel Foucault*.

Que n'a-t-on entendu répéter sur tous les tons au sujet du vrai: «Chacun sa vérité»; «est vrai ce qui est utile»; «l'objectivité est inaccessible»; «la vérité est un effet de pouvoir, les rapports de forces propres à une époque en déterminent le contenu»; «il n'y a pas de faits, seulement des interprétations»; et toujours la resucée de *Blaise Pascal*: «Vérité en-deçà des Pyrénées, erreur au-delà.»

Soudain, la notion de vérité est redécouverte à cause des méfaits de Trump et de Poutine: *Colin Powell*, *Hollande*, *Sarkozy*, *Juncker*, *Barroso* ou *Hillary Clinton* n'ont bien entendu jamais transigé avec le vrai, et surtout pas le beau Barack!

Enfin, la renaissance du concept de vérité s'accompagne de la réhabilitation des diplômés. Il n'y a jamais eu autant de chercheurs et d'universitaires s'employant à «décrypter» la moindre revendication «populiste». Toutes ces personnes sont bardées de diplômes, munies d'une liste longue comme le bras d'articles, de publications et d'ouvrages spécialisés. Elles sont censées être infaillibles quand elles vérifient les faits, pardon, quand elles pratiquent le «fact checking». Nous avons lieu de nous réjouir qu'une activité intellectuelle fondamentale soit rétablie, mais nous nous permettons de douter de cette entreprise conduite par une camarilla qui n'a cessé de conchier l'école, l'université, la culture, la logique et les sciences bourgeoises.

La réalité est plus prosaïque

Pour la première fois depuis des décennies, le pouvoir intellectuel libéral-socialiste est contesté. La diversité des opinions se fait jour grâce, en partie, aux réseaux sociaux. Peut-être assistera-t-on à un renouvellement du personnel médiatique. Des positions sociales sont en jeu. Les gens en place s'effraient: leur première réaction consiste à se retirer dans les nuées universitaires, tel l'historien *Patrick Boucheron*, professeur au collège de France, auteur «engagé» d'une histoire mondiale de la France prétendument «dérangante», qui refuse de répondre sur la RTS à ses contradicteurs *Eric Zemmour* et *Alain Finkielkraut*, sous prétexte qu'il n'a pas à s'abaisser au niveau de deux essayistes sans vernis «scientifique». Et les gogos d'applaudir...

L'invention de la post-vérité ne rehausse pas la notion de vérité. Celle-ci n'intéresse pas vraiment les professionnels du savoir. Ils n'ont pas le loisir de s'y consacrer. Les combats contre Trump, Poutine et *Marine Le Pen* mobilisent toute leur énergie.

Source: *La Nation* n° 2064, 17 février 2017

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH6409000000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.- frs/ 108.- euros
ISSN 1662 - 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Un patrimoine culturel de l'humanité

par Dietmar Berger, Allemagne*



Dietmar Berger
(photo mad)

Doit-on proposer la société coopérative au titre de patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO? Ou bien non? Et si oui, comment considérer le patrimoine culturel? La forme juridique – ou le mouvement coopératif...? En 2013, toutes ces questions,

et bien d'autres, m'interpellaient, alors que je songeais à proposer au comité directeur de la société allemande Hermann-Schulze-Delitzsch de nous atteler à ce projet.

En Allemagne également, pour le plus grand nombre, le patrimoine culturel mondial de l'Unesco est lié à des monuments, des bâti-

ments historiques, des villes entières ou des districts urbains, comme par exemple Quedlinburg ou la cathédrale de Naumburg. Une forme économique comme celle de la coopérative n'était jusqu'à présent venue à l'esprit de personne. Mettre quasiment la coopérative sous la «protection des monuments historiques»? Pourtant, la coopérative a été, demeure et restera à l'avenir une entité vivante, une structure toujours capable de s'adapter aux divers défis de l'époque. Là-dessus, on ne peut pas placer l'étiquette «non modifiable».

Le patrimoine culturel immatériel, cependant, est ce qui est transmis directement par les connaissances et le savoir-faire humains, de génération en génération, ce qui se renouvelle constamment et ce qui évolue. En outre, le concept de patrimoine immatériel prend en considération les courants de pensée de pérennité et les concepts économiques alternatifs. Il se trouve en outre que la République fédérale d'Allemagne n'a ratifié la convention du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO qu'en mai 2013.

Fidèle à ma devise «L'impossible ne fait pas partie de mon vocabulaire», j'ai en conséquence proposé en juin 2013, avec l'énergique soutien du bourgmestre du chef-lieu du district de Delitzsch au comité directeur de notre société – fondée seulement en 1998 – d'examiner, au sein d'un groupe de travail ad-hoc, la possibilité et les chances d'une candidature au titre du patrimoine mondial.

Dès juillet 2013, nous nous sommes réunis et avons pris la décision. Nous soutiendrons cette candidature. Il était cependant judicieux de nous chercher pour cela d'autres alliés.

Il s'agissait de la *Friedrich-Wilhelm-Raiffeisen-Gesellschaft*. Schulze-Delitzsch et Raiffeisen représentant sans doute les pionniers les plus célèbres de la coopérative. Ce ne sont pourtant pas les seuls; Victor Huber, par exemple, fut le père du mouvement coopératif des prêts au logement, qui apporta, avec plus de 2000 coopératives, une importante contribution sociale à notre société. La désignation, par Dirk Löhner, de Berlin, à la présidence de l'*Initiative marketing des coopératives immobilières*, n'était pas seulement judicieuse à titre de candidature; elle a aussi été couronnée de succès. Les membres de la «Raiffeisen» ont été immédiatement ouverts à la participation et nous avons trouvé, en la personne du maire Josef Zolk de Flammersfeld, un partisan actif.

Notre musée de la coopérative, situé Kreuzgasse 10 à Delitzsch – c'est là qu'a été fondée la première coopérative industrielle par Schulze-Delitzsch le 1/12/1849, et c'est aujourd'hui le siège de la société – est devenu à partir de septembre 2014 le siège de la société. Aujourd'hui encore, j'ai le plus grand respect pour l'engagement de mes collaborateurs de cette époque, Enrico Hochmuth, Carola Loose et Claudia Ramisch.

Que fallait-il faire? Il fallait avant tout mettre au clair ce que nous voulions pro-

poser concrètement sous la dénomination «héritage culturel». Fin août à Dresde, nous en avons discuté plus longuement: la coopérative comme forme juridique? – trop allemand. Le mouvement coopératif? – pas assez clair. Bien sûr, Schulze-Delitzsch et Raiffeisen ne convenaient pas non plus! Et pas plus, également, la ville de Delitzsch.

Nous nous sommes décidés pour l'«idée coopérative». C'est elle qui englobe le mieux ce qu'était – et demeure toujours – notre mission.

La simultanéité d'accès et de droits économiques à l'avantage mutuel des participants, dont l'objectif est l'intérêt de la communauté et de chaque individu, et non pas le profit limité de quelques-uns, appartient très justement au patrimoine culturel de l'humanité. Qu'il s'agisse d'une société coopérative reconnue dotée de sa propre agence, ou d'un village africain avec son groupe de femmes exerçant des activités artisanales destinées, sur la base d'un accord communautaire, avec le marché de la ville voisine, cela reste secondaire.

Bien avant les pionniers modernes de la coopérative, cette idée avait déjà sa propre tradition, et aujourd'hui elle existe universellement sous diverses formes et règles, et elle s'adapte très justement au développement de la société. Mais toujours – ou presque toujours – avec la mission de favoriser l'intérêt

Suite page 7

Coopératives – plus qu'une forme juridique, davantage qu'un simple patrimoine culturel

par Eva-Maria Föllmer-Müller, Suisse

L'idée de la coopérative ayant été insérée dans la liste représentative du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité lors du congrès annuel de l'UNESCO en décembre 2016 à Addis Abeba, un processus a débuté en 2013 et s'est terminé avec succès. A cette époque, la *Hermann-Schulze-Delitzsch-Gesellschaft* (Siège: Delitzsch, en Saxe) et la *Friedrich-Wilhelm-Raiffeisen-Gesellschaft* (Siège: Hachenburg, en Rhénanie du Nord-Westphalie) ont déposé ensemble la nomination de l'idée de la coopérative. La ministre de Saxe pour la science et l'art, Mme Eva-Maria Stange, a rendu hommage aux initiateurs, les présidents des deux sociétés, Werner Böhnke et Dietmar Berger, dans sa missive de décembre 2014 entre autre avec les mots suivants: «Je vous félicite! Vous représentez un Land de l'Allemagne orientale et un Land de l'Allemagne occidentale et avez, en commun, déposé avec succès votre demande favorisant les valeurs fondamentales de solidarité, de solidité et de développement durable et reliant tous les pays. En tant que ministre de la culture de la Saxe, je ressens une profonde joie et aussi de la fierté en raison du fait que cette proposition de nomination à l'adresse de l'UNESCO pour compléter la liste du patrimoine culturel immatériel, ait été portée par des initiateurs de la Saxe.» Depuis 2014 déjà, l'idée des coopératives est enregistrée sur la liste allemande du patrimoine culturel immatériel [cf. encadré]. En 2015, les représentants allemands de l'UNESCO ont déposé leur première nomination internationale intitulée: «Idée et pratique de l'organisation des intérêts communs en coopératives».

A présent, avec cette reconnaissance internationale de l'idée de la coopérative, on a rendu hommage à l'héritage de *Friedrich Wilhelm Raiffeisen* et de *Hermann Schulze-Delitzsch*: Ce sont eux qui créèrent au milieu du XIX^e siècle les bases décisives concernant l'idée de la coopérative et ont fondé les premières organisations coopératives modernes en Allemagne. Avec cette admission, on garantit la protection et le maintien de l'idée de la coopérative.

Actuellement, les 7500 coopératives allemandes comptent 21 millions de membres. En Suisse, il y a plus de 12000 coopératives, en France plus de 20000 et en Italie plus de 70000. L'année 2012 avait été déclarée «Année internationale des coopératives» par l'ONU. Ainsi, elle rendit hommage aux coopératives et à leurs 800 millions d'adhérents répartis dans plus de 100 pays dans le monde

entier. Les coopératives contribuent à la lutte contre la pauvreté, elles créent des emplois et favorisent l'intégration sociale. Elles sont d'une grande contribution à la paix sociale.

La Suisse se réjouit

La *Communauté suisse d'intérêts des entreprises coopératives* (IGG) se réjouit de la décision d'inclure les coopératives dans la liste représentative de l'UNESCO. «Dans le monde entier, dans les domaines les plus divers, les coopératives s'engagent pour le bien de leurs sociétaires», déclare le président de l'IGG Werner Beyer. «En Suisse – comme en Allemagne – les coopératives sont profondément ancrées dans l'économie et la société, depuis des siècles, souvent dans des formes traditionnelles, comme les coopératives fromagères ou de pâturage. [...] La confiance manifestée par le peuple suisse envers les entreprises coopératives est remarquablement grande – notamment par rapport aux sociétés anonymes cotées en bourse. Seules les entreprises organisées en SA familiales jouissent d'une confiance plus forte.» (*Communiqué de presse de l'IGG du 2/12/16*)

Les *Coopératives d'habitation Suisse* (*Fédération des maîtres d'ouvrage d'utilité publique*) se réjouissent également de la décision de l'UNESCO: «Par la reconnaissance des coopératives en tant que valeur culturelle, on ne reconnaît pas seulement la coopérative comme modèle économique, mais également son importance d'intérêt général», précise le directeur Urs Hauser.

Aussi en Suisse

Friedrich Wilhelm Raiffeisen et Hermann Schulze-Delitzsch n'ont pas inventé l'idée de la coopérative. Pour la culture politique suisse, le principe coopératif était et reste fondamental (Confédération). L'historien suisse René Roca écrit à ce sujet: «A vrai dire, le principe associatif doit être aussi ancien que l'humanité, mais nous manquons de sources écrites.» Dans un article d'*Horizons et débats* n° 10 du 12 mars 2012, il décrit le développement historique des coopératives de l'antiquité tardive et du Haut Moyen Age: «Sur le territoire de la Suisse actuelle, les biens communaux du Moyen Age créèrent un fondement de gestion collective et assurèrent

l'ordre et la sécurité grâce à leurs règlements. A côté des biens communaux dont tous les villages ruraux disposèrent jusqu'au XVIII^e siècle, des formes particulières de communautés naquirent visant différents objectifs.» En faisant partie des coopératives d'alpage, des coopératives de surveillances le long des rivières et des coopératives pour l'irrigation des prairies.

Pour le développement de l'Etat fédéral suisse du bas vers le haut, les coopératives furent un fondement central. «Les communautés ont joué un rôle politique important dans l'évolution future de la Suisse. Elles développèrent une force favorisant la cohésion sociale sans laquelle la nation suisse, née de la volonté populaire, n'aurait jamais vu le jour.» (René Roca, idem.)

Les coopératives actuelles en Suisse

Une étude de IGG publiée en mai 2016 sur la perception des coopératives en Suisse démontre que le paradigme de la croissance économique illimitée est aujourd'hui obsolète. Pour la majorité des personnes interrogées, la croissance économique n'est aujourd'hui plus un objectif souhaitable à poursuivre. 58% des personnes interrogées sont d'avis qu'il suffit de maintenir le niveau actuel.

Plus de 70% de la population suisse sont clients de coopératives et presque la moitié est membres d'au moins une coopérative. Les Suisses voient dans la fiabilité à long terme, l'action sociale responsable et l'enracinement régional, les caractéristiques primordiales et le grand avantage des coopératives. «La raison essentielle pour la préférence des coopératives repose dans leurs valeurs et principes. [...] Les coopératives jouissent d'une très grande confiance dans la population avec une valeur moyenne se situant très proche des entreprises familiales occupant la place de pointe.» (gfs. bern. *Rapport de la IGG 2016*, p. 45).

Un sondage actuel, effectué par le *Bureau de conseil en communication Brunswick* parmi 2039 personnes, a montré que les petites banques locales sont également toujours plus prisées. Ainsi, plus de 55% des personnes habitant en Allemagne préfèrent s'adresser aux petits instituts de crédits locaux qu'aux grandes banques nationales ou internationales. Aux Etats-Unis, ils sont 65%, en France 56%, en Grande-Bretagne 47%, dans tous les pays avec une tendance croissante. Plus de la moitié des personnes interrogées souhaitent que les banques renoncent à une maximisation des profits.

L'idée coopérative

Extrait du répertoire allemand du patrimoine culturel immatériel

L'idée de coopérative est un modèle non-confessionnel, ouvert à tous les intéressés, fondé sur l'entraide, l'autogestion et la responsabilité personnelle, sur la base de la coopération. Vers le milieu du XIX^e siècle, les pères fondateurs de l'idée de la coopérative, Hermann Schulze-Delitzsch et Friedrich Wilhelm Raiffeisen, ont constitué les premières organisations coopératives sous leur forme moderne en Allemagne. En élaborant à partir de valeurs éthiques telles la solidarité, l'honnêteté et la responsabilité, ils édifièrent le cadre légal essentiel à l'idée de la coopérative: une association dont le nombre des membres n'est pas limité et une entreprise communautaire affermissant l'engagement individuel et l'estime de soi, permettant la participation sociale, culturelle et économique.

Dans le statut coopératif, les objectifs respectifs de production sont codifiés et peuvent se mettre au service des intérêts sociaux, culturels et économiques. Ses membres deviennent copropriétaires par l'acquisition des parts coopératives. Indépendamment du nombre de parts acquises, leurs voix leur assurent la participation et la possibilité d'une réalisation active communautaire.

D'autres acteurs sociaux se sont rapidement emparés de l'idée de la coopérative, gagnant bientôt de vastes secteurs sociaux et trouvé son application dans les milieux sociaux les plus divers comme le travail, les finances, l'alimentation ou le logement. [...] L'engagement citoyen s'exprime dans le domaine social, économique et culturel, par le biais de la forme culturelle des coopératives, au-delà des formes économiques privées et étatiques. L'idée de la coopérative se révèle véritablement très dynamique et très influente et ouvre de nouvelles possibilités de participation sociale à diverses couches moins privilégiées de la population. Elle adopte les principes essentiels de l'appartenance à la communauté d'êtres humains et les transpose dans la pratique économique. L'idée de coopérative contribue à l'accomplissement des enjeux communs de société et sait toujours s'adapter par des évolutions créatives aux données modernes.

Source: Commission allemande de l'UNESCO du répertoire fédéral du patrimoine immatériel culturel. L'idée coopérative, édition 2014 (Traduction Horizons et débats)

Manifestations de la «Coopérative Zeit-Fragen» à la Foire du Livre de Leipzig



Pour la 6^e année consécutive le bimensuel «Zeit-Fragen/Horizons et débats» sera présent à la Foire du Livre de Leipzig. Le stand se trouve dans la halle 4, numéro A-105. De plus, la «coopérative Zeit-Fragen» invite à participer, dans le cadre des manifestations «Leipzig liest», à trois conférences dans les locaux de la Foire et à trois conférences-débats le soir en ville.

Education et formation pour le Bien commun – les parents ont leur mot à dire

Intervenants: Marlies Klesse (CH); Urs Knoblauch (CH); Friederike Kramer (D); Josef Nyari (D)
De nombreuses «réformes scolaires» au cours des dernières années ont conduit à une énorme baisse de la formation. Un nombre croissant d'enfants et d'adolescents n'apprennent plus guère à lire, à écrire et à compter. Les parents de divers pays européens ne veulent plus accepter cette situation. Ils ont donc créés des initiatives de parents pour s'engager en faveur de bonnes écoles reposant sur les bases classiques européennes de la pédagogie et de l'enseignement. Ces réflexions sont basées sur l'image personnaliste de l'Homme. La formation n'est pas un instrument pour la maximisation des profits pour l'«homo oeconomicus», mais elle doit répondre aux diktats d'une éthique de la raison morale, des liens sociaux et de l'intérêt commun. Un adolescent doit pouvoir développer sa personnalité selon sa dignité en apportant sa contribution dans le travail, la famille et au sein de l'Etat. Les enfants et les adolescents ont donc besoin d'éducateurs et d'enseignants qui leur apprennent la réalité et les connais-

sances nécessaires. L'école est le meilleur endroit pour cela parce que les élèves peuvent y développer et approfondir ensemble la compassion et l'esprit de solidarité dans la communauté de la classe.

*Jeudi, 23 mars 2016, 19h30–21h30
Bibliothek Wiederitsch, Zur Schule 10a, 04158 Leipzig (Nord)*
La même conférence aura également lieu *vendredi, 24 mars 2017, 11h00–12h00
Congress Center Leipzig (CCL), salle de réunion 13*

Plus qu'une forme juridique – l'idée coopérative – patrimoine culturel de l'humanité

Intervenants: Dietmar Berger (D); Eva-Maria Föllmer-Müller (CH); Pr Richard Werner (GB); Pr Markus Hanisch (D); Jean-Paul Vuilleumier (CH)
En novembre 2016, «l'idée et la pratique d'intérêts communs organisés en coopératives» a été inscrite sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Par cette admission, l'idée doit être protégée et en même temps valorisée en tant que modèle économique. Nous voulons mettre en valeur le potentiel de l'idée coopérative lors de cette rencontre. Les participants à cette table ronde sont Dietmar Berger, ancien président de l'Union des coopératives d'Allemagne centrale, Eva-Maria Föllmer-Müller, psychologue et membre de la rédaction de «Zeit-Fragen», Pr Markus Hanisch, titulaire de la chaire Raiffeisen à l'Université Humboldt de Berlin, Jean-Paul Vuilleumier, président de la «coopérative Zeit-Fragen» et rédacteur en chef d'«Horizons et débats», Pr Richard Werner, économiste. Les bases éthiques, solides et anthropologiquement fondées de l'idée coopérative, en vigueur depuis 150 ans, sont toujours actuelles de nos jours et doivent être préservées et développées

pour les générations futures. L'ONU avait déjà proclamé l'année 2012 «Année internationale des coopératives» et honoré ainsi les coopératives avec leurs 800 millions de membres dans plus de 100 pays. Les coopératives s'engagent à réduire la pauvreté, créent des emplois et favorisent l'intégration sociale. C'est une raison suffisante pour examiner de manière approfondie les coopératives, leurs principes historiques, sociaux et éthiques, économiques et pratiques.

*Vendredi, 24 mars 2017, 10h30–12h30
Congress Center Leipzig (CCL), salle de réunion 11*

La même conférence aura également lieu *vendredi, 24 mars 2017, 18h00–19h00
Leipziger Stadtbibliothek, Wilhelm-Leuschner-Platz 10-11, 04107 Leipzig, Grassisaal*

Donner de l'espoir en temps difficiles, savoir aider, là où l'on se trouve, où l'on vit – mais comment?

Intervenants: Moritz Nestor, psychologue (CH); Wolfgang van Biezen, pédagogue et enseignant spécialisé (CH)
Nous y avons déjà réfléchi l'année dernière, les individus ayant vécu une difficile ou une malheureuse enfance et/ou adolescence n'ont pas tous un triste sort. Les êtres humains ne sont pas des marionnettes soumis à un destin improbable. De nombreux enfants développent, malgré ou même à cause de mauvaises circonstances, des forces insoupçonnées pour survivre et surmonter leurs problèmes, s'ils tirent suffisamment de forces des relations de confiance précieuses qui leur sont offertes. Mais, que faire concrètement lorsque des enfants montrent très tôt déjà un comportement si asocial, sexiste et violent, risquant de nous faire désespérer. Leur manque de repères ne les orientent-ils pas vers des profils funestes que notre époque leur inculque comme modèles pathologiques? En

quoi consiste l'aide? Courage, détermination et indignation envers la «société» suffisent-ils? Comment peut-on transmettre l'amour et l'espérance à notre époque? Comment peut-on devenir «compagnon de vie dans ces temps difficiles»?

*Vendredi, 24 mars 2017, 19h30–21h30
Die Brücke – Begegnungshaus Leipzig, Zollkoffer Strasse 21, 04315 Leipzig (am Volksmarsdorfer Markt)*

La lecture – une voie royale pour former l'âme

Intervenant: Peter Küpfer, professeur de gymnase (CH)

Lire n'est pas seulement un acquis culturel élémentaire. La lecture forme la capacité de l'imagination et de l'empathie comme aucun média ne saurait le faire. C'est notamment la lecture de textes littéraires humainement attachants qui sont actuellement importants. Les enfants et les adolescents lisant de tels textes vivent une partie du monde par les yeux d'une autre personne. A la différence des films, des vidéos et des bandes dessinées, le fait de s'approfondir dans une histoire élaborée au niveau du texte et du contenu est un entraînement indispensable pour le cerveau et l'âme de toute personne. Car chaque image rencontrée, chaque événement, chaque émotion exprimée doivent être saisis, imaginés, illustrés et suivis par la lectrice ou le lecteur. Le mûrissement de l'empathie qui en résulte n'est pas seulement une performance intellectuelle, c'est aussi une performance émotionnelle. Là où cet entraînement fondamental de la formation affective est entretenu et favorisé, on retrouve la véritable compréhension, la réelle tolérance face à autrui. L'école, les parents et les grands-parents (!) ainsi que les acteurs culturels sont appelés à participer.

*Samedi, le 25 mars 2017, 11h00–11h30
Literaturcafé, Halle 4, B 600*

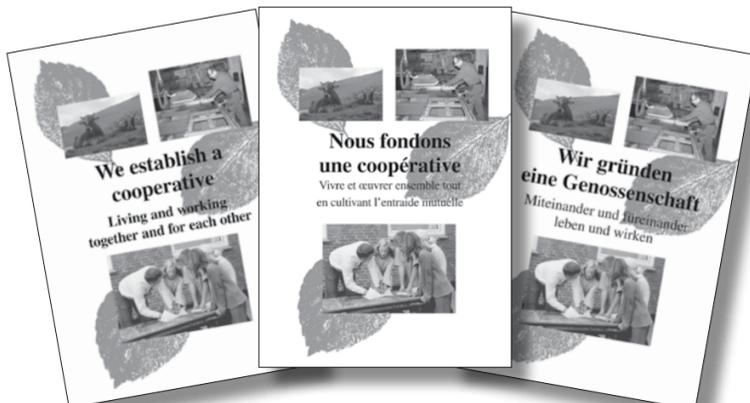
«Un patrimoine culturel ...»

suite de la page 6

de tous les membres ou de ses participants et de ne pas se traduire par une orientation de profits maximisés au seul bénéfice d'un petit nombre. L'idée coopérative, cela implique aussi la participation de tous, mais également que toutes les décisions soient (doivent être) prises sur une base démocratique, sur le principe «une tête, une voix».

Personnellement, je pense que là réside la caractéristique de base des coopératives; à chaque entorse à ce principe – et il y a eu des tentatives, même en Allemagne – on s'éloigne de l'idée. Si la coopérative se met à fonctionner pour moi, que la coopérative se met un jour à fonctionner sur le modèle de la société capitaliste, cela devient une vision d'horreur.

Il fallait que les participants formulent et se mettent d'accord sur la proposition; la commission allemande de l'UNESCO devait, elle aussi, pouvoir exprimer son opinion; nous avions besoin de photos, nous avions besoin de soutiens. Cela a vraiment été tout à fait particulier à cette candidature, car nous avons demandé à environ 500 personnalités de la République fédérale de soutenir notre candidature et, dans ce but, de signer



Brochures parues aux Editions «Zeit-Fragen»
ISBN 978-3-909234-17-2 ISBN 978-3-909234-16-5 ISBN 978-3-909234-15-8

un document de soutien. Nous avons pu rassembler près de 220 soutiens – comme marraine Mme Rita Süßmuth, puis le ministre de la République fédérale de l'époque, Norbert Blüm, des présidents du Landtag, des députés fédéraux et régionaux (Landtag) et jusqu'à l'actuel ministre-président de la République de Thuringe, Bodo Rammelow, ainsi que de nombreuses autres personnalités en accord avec l'idée coopérative.

Fin novembre 2013, le maire de Flammersfeld, en sa qualité de vice-président de la société Raiffeisen de Mayence, et moi-même,

en tant que président de la société Schulze-Delitzsch de Dresde, avons remis aux ministres des Länder compétents notre proposition commune et par conséquent transnationale. Ensuite, il a fallu attendre. Pour la société Schulze-Delitzsch, j'avais stipulé qu'on ne devait entreprendre aucun travail de lobbying, peu importe lequel. Soit notre proposition était convaincante, soit elle ne l'était pas. Mais qu'elle allait convaincre, nous en étions tous sûrs, en effet.

Le 12 décembre 2014, 14h00. J'arrivais justement en voiture, traversant un Dresde

hivernal et encombré par le Striezelmarkt, le marché de Noël, et je roulais dans la direction de l'autoroute, fut annoncé aux actualités la nouvelle de l'inscription de l'idée coopérative par la commission allemande de l'UNESCO sur la liste allemande du patrimoine culturel immatériel. Elle fut la seule et unique proposition allemande transmise à l'UNESCO.

Nous étions très heureux – mais aussi convaincus que la requête allemande aurait aussi du succès à l'UNESCO. Cependant, la commission allemande avait des exigences élevées, liées à la demande internationale, et qui relevaient de la compétence du Ministère des Affaires étrangères: un nouveau texte élargi, un film, le tout en anglais, en conformité aux contraintes concernant la longueur et les éléments des différentes sections et – des exigences élevées imposées aux participants de la commission allemande pour laquelle une telle requête était également *terra incognita* et pour laquelle les coopératives étaient vraiment une matière pratiquement inconnue.

Le 16 mars 2015 à Berlin, les Certificats de reconnaissance ont été décernés pour la liste allemande à 26 candidats sur 127 participants. Nous le savions: l'idée coopérative est une idée de portée mondiale qui, tout particulièrement dans les pays nouvellement industrialisés, mais aussi dans les pays du tiers-monde, revêt une signification à peine imaginable aujourd'hui en Allemagne et dans l'espace germanophone.

Le 30 novembre 2016, l'UNESCO a intégré l'idée de la coopérative à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. C'est un succès primordial pour cette idée magnifique, qui a induit la collaboration financière de millions de personnes à travers le monde afin que l'individu puisse sur la base de l'égalité des droits, créer et garantir ses propres moyens d'existence au sein de la communauté – potentiellement indépendant de ceux dont l'unique objectif est d'amasser de l'argent, beaucoup d'argent et sur cette base, d'exercer leur influence sur une région, un pays ou même le monde entier. Pour nous, coopérateurs européens et pour nos organisations, l'obtention de ce titre devrait être un encouragement à fournir encore un effort et à donner un nouvel élan à l'idée de la coopérative dans sa forme d'origine.

(Traduction Horizons et débats)

L'«idée coopérative» fait partie du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

La première demande de l'Allemagne pour l'inscription sur la Liste représentative est un succès

L'«idée coopérative» fait partie du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Cette annonce a été rendue publique par le Comité international pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO à Addis-Abeba. C'est la première proposition de l'Allemagne pour l'inscription sur la Liste représentative. Les représentants allemands de l'UNESCO, ont présenté en 2015 leur première proposition internationale intitulée «L'idée et la pratique d'intérêts communs organisés en coopératives».

Cet enregistrement est un hommage à l'héritage des MM. Raiffeisen et Schulze-Delitzsch

Concernant cette décision, Josef Zolk, vice-président de la Société allemande Friedrich Wilhelm Raiffeisen, déclare: «Nous sommes ravis et reconnaissants, que les pères des coopératives allemandes, Hermann Schulze-

Delitzsch et Friedrich Wilhelm Raiffeisen, soient ainsi reconnus – pour la création d'une idée ayant aujourd'hui, plus que jamais, une grande pertinence. Rien qu'en Allemagne plus de 20 millions de personnes sont organisées dans des coopératives.»

Manfred Wilde du conseil d'administration de la société allemande Hermann Schulze-Delitzsch déclare: «Par cette inscription, l'héritage de Raiffeisen et celui de Schulze-Delitzsch sont reconnus à leur juste valeur: la conception d'un modèle coopératif, ouvert à tous, non confessionnel et basé sur l'auto-assistance, l'autogestion et l'auto-responsabilité.»

Raiffeisen et Schulze-Delitzsch ont créé le fondement de l'idée coopérative

Les sociétés allemandes Hermann Schulze-Delitzsch et Friedrich Wilhelm Raiffeisen ont promu ensemble la nomination de l'idée coo-

opérative pour la Liste représentative. Hermann Schulze-Delitzsch et Friedrich Wilhelm Raiffeisen ont créé, au milieu du XIX^e siècle les bases décisives de l'idée coopérative, agissant aujourd'hui dans le monde entier. Ils ont fondé les premières organisations de coopératives contemporaines en Allemagne.

La Liste représentative doit assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel immatériel, faire prendre conscience de son importance et favoriser le dialogue dans le respect de la diversité culturelle. Il énumère diverses expressions culturelles immatérielles de toutes régions du monde. La Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est entrée en vigueur en 2006 et a été rejointe par l'Allemagne en 2013.

Source: Communiqué de presse conjoint des sociétés allemandes Hermann Schulze-Delitzsch et Wilhelm Raiffeisen, janvier 2017

Burkina Faso

Eviter que les jeunes quittent les villages: offrir un jardin potager à une famille

par Philippe Randin, directeur de la «Nouvelle Planète», Lausanne

Au nord du Burkina Faso, les jardins maraîchers se multiplient. Ils permettent de faire vivre beaucoup de monde, à tel point que le secteur est devenu la première activité économique de la région. Celle-ci cherche à éviter que les jeunes émigrent et elle favorise la lutte contre l'avancée du désert. La région est en effet très sèche. Il ne pleut que rarement. Le désert et l'aridité menacent.

Augmenter les surfaces

Les habitants du village d'Ouindigui ont compris l'intérêt de mettre en place des jardins potagers. La population s'est déjà organisée en groupements féminins comme celui de NAAM. Quelque 300 femmes collaborent pour cultiver des légumes. Le succès est au rendez-vous. Elles récoltent toute l'année des oignons, des choux, des pommes de terre, etc., qui sont vendus en partie sur les marchés. Le reste est consommé par les familles. Grâce à ce travail, elles peuvent gagner l'équivalent de CHF 800.– par an. Cette somme représente davantage que le salaire annuel d'un gardien ou d'un petit vendeur. Face à ce succès, les groupements féminins NAAM désirent augmenter la surface des jardins et permettre à 258 femmes supplémentaires de les rejoindre.

Creuser des puits et clôturer

Les habitants ont déjà identifié le lieu, dans le bas-fond du village, à proximité des jar-



Un jardin permet de faire vivre une famille et de reverdir la région. (photo www.nouvelle-planete.ch)

dins déjà en place. Là, il s'agit de creuser des puits à la main. Il faut chercher l'eau à environ 10 mètres de profondeur. Les puits sont bétonnés pour éviter qu'ils ne s'affaissent. Il faut aussi clôturer la surface avec du grillage pour empêcher les chèvres, les moutons et les poules de détruire le travail. Ces aménagements coûtent trop cher pour que la popula-

tion puisse les payer seule. Elle a donc fait appel à l'organisation d'entraide suisse Nouvelle Planète.

Il est prévu de préparer une surface de deux hectares et de la répartir en parcelles de 77 m². Chacune d'entre elles sera remise à une femme qui pourra la cultiver comme elle l'entend. Chaque femme paiera une

petite location au groupement. Elle pourra aussi profiter de l'infrastructure et des activités communes de l'association: local de stockage, achat de graines en commun, formations, etc.

La région souffre beaucoup de la sécheresse. Il est donc aussi prévu dans le projet de planter des arbres. 150 arbres fruitiers seront répartis tout autour de la clôture. Des bassins seront également mis en place et deux motopompes faciliteront l'arrosage. Les femmes ou leurs enfants pourront ainsi facilement puiser l'eau dans les bassins pour arroser quotidiennement les cultures.

Ce projet permettra d'améliorer le niveau de vie des habitants et de protéger un environnement fragile dans la région. Indirectement, c'est la scolarisation des enfants et la santé des habitants qui pourraient s'améliorer et éviter ainsi que les habitants ne quittent les villages. Nouvelle Planète et les femmes d'Ouindigui vous remercient très chaleureusement de votre soutien.

Le coût d'un jardin pour une femme et sa famille est de CHF 49.– Pour soutenir ce projet, il vous suffit d'indiquer «jardin» sur votre bulletin de versement.

Dons: CCP 18-5792-6,
IBAN: CH120900000180057926

De plus amples informations concernant les projets et l'organisation sur www.nouvelle-planete.ch et Nouvelle Planète, Avenue des Boveresses 24, CH-1010 Lausanne, tél. +41 21 881 23 80

Nouvelle Planète (Voyages d'entraide)

Les voyages d'entraide sont des voyages solidaires durant lesquels les participants s'engagent activement en faveur des populations du Sud. L'expérience est ouverte à un groupe déjà formé dans le cadre d'une école, d'un village, d'une paroisse, d'un groupe d'amis, de scouts ou autres.

Jeunes, adultes, aînés, groupes constitués, écoles, familles ou entreprises partagent la vie de populations du Sud durant quelques semaines ... pour découvrir les différentes cultures de notre monde.

Projets au Sud

Nouvelle Planète soutient des petits projets efficaces et adaptés, demandés par les groupements locaux en

- Afrique: Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, Ouganda, Madagascar, Guinée Conakry
- Asie: Inde, Myanmar (Birmanie), Vietnam
- Amérique: Amazonie péruvienne, Haïti.

Les projets s'occupent avant tout des quatre domaines suivants: soutien aux enfants et aux jeunes, valorisation des activités féminines et soutien villageois, sauvegarde de l'environnement, soutien aux personnes handicapées et malades.

ment, soutien aux personnes handicapées et malades.

Pour des projets de qualité en faveur des populations du Sud, nous soutenons des projets concrets, avec des objectifs de réalisation clairs et mesurables. Ils sont réalisés en général en un an, maximum trois ans.

- Nos équipes de coordination et nous-mêmes nous rendons régulièrement sur d'anciens projets et nous assurons qu'ils fonctionnent durablement.
- Nous nous préoccupons de l'environnement (protection, reboisement, utilisation de technologies appropriées), de la participation des femmes, de la défense des minorités ethniques.
- La population locale contribue selon ses moyens, sur le plan financier, matériel ou en main d'œuvre, à la réalisation du projet.
- Les projets doivent rapidement devenir autonomes et Nouvelle Planète peut s'en retirer facilement. Nouvelle Planète ne soutient pas le fonctionnement d'institutions.

Source: www.nouvelle-planete.ch

L'influence d'Albert Schweitzer sur Nouvelle Planète

Nouvelle Planète s'est largement inspirée de «l'éthique du respect de la vie» qu'Albert Schweitzer (1875–1965) a émise sur les bords de l'Ogoué au Gabon pour essayer de trouver une solution à l'époque de décadence qu'il avait l'impression de vivre entre les deux guerres mondiales. «Toute vie émane d'une vie et engendre une vie. Je suis vie qui veut vivre; je dois donc respecter toute vie», préconise le Prix Nobel de la Paix de 1952.

Plus qu'un philosophe, Albert Schweitzer était un homme d'action et de terrain. Il mettait en pratique ce qu'il pensait et était souvent incompris par ses contemporains. Il proclamait le «devoir de venir en aide aux affamés de la Terre» et le réalisait au travers de la médecine en faveur des plus défavorisés de l'époque dans l'hôpital de Lambaréné au Gabon. «L'exemple n'est pas le meilleur moyen, c'est le seul» disait-il. Il croyait en l'Homme comme moteur du progrès, plutôt qu'en les choses, ce qui fait de lui un grand optimiste, orienté vers l'avenir.

Willy Randin a fondé Nouvelle Planète en 1986 en se basant sur la pensée d'Albert Schweitzer qui l'a inspiré durant son séjour en tant que directeur de l'hôpital à Lambaréné au Gabon. Il souhaitait créer une organisation d'entraide à l'écoute des besoins des populations locales et en les considérant comme les seuls à même de décider de leur développement. Le soutien ponctuel est donc un moyen d'aider les populations locales dans leurs démarches et de leur donner le coup de pouce nécessaire pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie. Nouvelle Planète n'initie donc pas à proprement dit des projets, mais s'y greffe pour soutenir des démarches locales déjà existantes. Grâce à cette façon de travailler, la pertinence et l'appropriation des projets sont en grande partie assurées.

Nouvelle Planète agit aujourd'hui encore selon des principes inspirés par l'éthique d'Albert Schweitzer tels que le respect de toute vie, l'action concrète, la recherche de simplicité, la confiance mutuelle et l'optimisme.

Source: www.nouvelle-planete.ch

«Dans quelle direction veut-on mener notre pays?»

par Moritz Nestor



Paul Hauswirth est un paysan de montagne sur la Mutthöchi dans le canton de Berne. L'exploitation de sa ferme exige pour lui-même et sa famille beaucoup de travail. Ils mènent une vie modeste mais remplie. Brusquement leur existence est menacée de l'extérieur: une initiative populaire exige de fermer l'accès aux régions isolées du canton de Berne pour économiser de l'argent et délocaliser la population. Hauswirth lutte de toutes ses forces contre cette initiative, mais il lui est impossible d'influencer ce destin injuste.

Au début, les paysans de Mutthöchi n'arrivaient pas à croire qu'une pareille injustice puisse être adoptée en votation. Jusqu'à la fin, Paul Hauswirth et sa femme ont lutté contre leur expulsion. Sa femme cède d'un infarctus suite à son chagrin et Paul Hauswirth doit se soumettre à un traitement psychiatrique. Plusieurs lourds destins bouleversants parmi les paysans chassés de leurs fermes sont décrits dans ce roman.

De prime abord, il s'agit de la péréquation financière fédérale et de la répartition cantonale des charges. Au cours du développement du récit apparaissent plus clairement les camps idéologiques cachés ayant mené cette rupture de la solidarité au sein du peuple suisse. On a mis en application une rigou-

reuse austérité au détriment des paysans de montagne, dont on dit qu'ils sont trop chers et ne rapportent pas assez de taxes. Ils ont été «conseillés» par des «spécialistes dans l'aménagement du territoire» (et des «ingénieurs de l'environnement» n'ayant pas le sens des réalités. En arrière-plan, sans que cela soit clairement explicité, on retrouve l'opposition de certains cercles de personnes à un taux élevé d'autosuffisance agricole au profit de la production agricole industrielle importée de l'extérieur.

Mais il y a aussi les protecteurs de la nature, influencés par l'écologie profonde, se délectant de l'idée d'expulser les paysans des montagnes pour renaturer les terres agricoles soi-disant non rentables afin qu'elles deviennent la nouvelle patrie du loup et du lynx. Ils rêvent de «wilderness» et de «parcs naturels sauvages» – exempts d'êtres humains. Le «frère jumeau» de pareils protecteurs de l'environnement ne tarde pas à faire son apparition: un groupe d'étudiants très doués pour les affaires émanant de la Haute Ecole de Lucerne ayant poursuivi des études de tourisme et d'organisation de grands événements envisagent de lancer des «trekkings» et des «formations à la survie» dans ces terres en friche. Une entreprise prévoit de rénover luxueusement les anciennes fermes abandonnées pour les louer à des personnes fortunées:

des réserves naturelles privées dans une atmosphère intime unique situées dans une région sauvage pour des clients venant du showbiz', du monde économique et financier du pays ou de l'étranger et possédant un porte-monnaie bien garni. Furieux un journal gratuit titre: On chasse la population originelle et on fait entrer «quelques riches couillons».

Dans la clinique psychiatrique de Waldau – où Paul Hauswirth a finalement dû être placé après la mort de sa femme et après qu'il ait tiré plusieurs coups autour de lui avec son fusil d'assaut – sa vie reprend un tournant: il rencontre une femme de ménage bosniaque ayant souffert d'un terrible sort lors de la guerre des Balkans. Sa compassion et l'aide de ses petits-enfants le ramènent à la vie.

Ce n'est qu'une faible consolation quand certains commentateurs précisent que grâce à l'actuelle Constitution suisse, cette histoire ne pourrait en réalité pas se passer de cette manière. Les dessous idéologiques et politiques de cette votation fictive sont cependant décrits très réellement et marquent durablement la politique quotidienne en Suisse. L'auteur voudrait animer le débat par son récit «Dans quelle direction veut-on mener notre pays?». L'ancien directeur d'école Hans Abplanalp a dédié ce livre à ses six petits enfants. Son message est puissant et direct parce qu'il est écrit en patois bernois.

L'enseignant et directeur d'école retraité Hans Abplanalp, né en 1947, possède ce don rare de savoir décrire une telle expérience avec grande compassion et humanité dans les destinées humaines. Il arrive à les présenter avec beaucoup de sensibilité pour que les lectrices et lecteurs de tous âges puissent comprendre les exigeants problèmes décrits. Dans chaque ligne, on ressent l'amour de l'auteur pour la Suisse, sa compassion et sa solidarité avec ceux qui produisent le pain quotidien de leurs propres mains.

Abplanalp Hans. *I gah nid furt*. Basel 2016. ISBN 978-3-7296-0914-3

